



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

## PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 20 NOVEMBRE 1943

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 20TH, 1943

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Règlements

#### Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
2713—1-53

## Lettres patentes

## Letters Patent

### "Florentia Realities Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1943, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, obtenir, louer ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, arrenter, transférer, vendre, échanger, disposer et faire le commerce d'immeubles et propriétés immobilières de toute description, franchises, permis, et ériger, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur des terrains dans lesquels la compagnie peut avoir des intérêts;

Faire un commerce général d'amélioration d'immeubles et de construction, manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, et agir comme organisateurs, promoteurs et agents de placement ou courtiers, pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété immo-

### "Florentia Realities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1943, incorporating: Michael Garber, advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, buy, purchase, lease or otherwise hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the Company may have any interest;

To carry on a general real estate improvement and construction business, manufacture and deal in builder's supplies, and to act as organizers, promoters and investment agents or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any real property, under the name of "Florentia Realities

bilière, sous le nom de "Florentia Realities Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4823 P. FRENETTE.

**"Guard-X Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, avocat, Paul Galt Michaud, avocat, et Jacqueline Bastien, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, commercer en gros ou en détail, importer ou exporter, généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce de toutes sortes d'instruments de précision, tous outillages, dispositifs et accessoires électriques, toutes sortes d'appareils contre les incendies, alarmes, extincteurs, outils, pièces, moteurs, machines, engins, dispositifs mécaniques et inventions, sous le nom de "Guard-X Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4824-o P. FRENETTE.

**"Hôpital Bourg"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Lachance, D.D.S., de New Richmond Centre, Rév. J.-C.-Edmond Plourde, prêtre-curé, de Ste-Brigitte-de-Maria, Jean-Eudes Maguire, M.D., de St-Jean L'Évangéliste, Arthur Richard, M.D., de Restigouche, L. Valmore Cyr, marchand, et Benoit Martin, M.D., ces deux derniers de Maria, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

D'admettre les personnes malades en qualité de malades indigents, sujets aux restrictions et règles qui seront fixées par les règlements de la corporation;

De recevoir, faire soigner et pensionner, moyennant rémunération ou gratuitement, les malades, infirmes, pauvres et indigents, conformément aux règles qui pourront être fixées par lesdits règlements, sous le nom de "Hôpital Bourg".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4823-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Guard-X Inc."**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1943, incorporating: Gerald MacPherson Almond, advocate, Paul Galt Michaud, advocate, and Jacqueline Bastien, stenographer, spinster and in the use of her rights, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, deal in, wholesale or retail, import or export, and carry on in general in all its lines the business of precision instruments of all kinds, equipment of all kinds, electric appliances and accessories, all kinds of fire-prevention apparatus, alarms, extinguishers, tools, parts, motors, machines, engines, mechanical devices and inventions, under the name of "Guard-X Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4824 Assistant Deputy Attorney General.

**"Hôpital Bourg"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Gustave Lachance, D.D.S., of New Richmond Centre, Rev. J. C. Edmond Plourde, parish priest, of Ste-Brigitte-de-Maria, Jean-Eudes Maguire, M.D., of St-Jean L'Évangéliste, Arthur Richard, M.D., of Restigouche, L. Valmore Cyr, merchant, and Benoit Martin, M.D., these two latter of Maria, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To admit sick people as destitute sick, subject to the restrictions and rules to be fixed by the by-laws of the corporation;

To receive the sick, infirm, poor and needy and have them cared for and boarded whether for remuneration or free of charge, in conformity with the rules to be fixed by the said by-laws, under the name of "Hôpital Bourg".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars (\$100,000).

Le bureau principal de la corporation sera à Maria, dans le district de Bonaventure.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-neuvième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4825-o P. FRENETTE.

The head office of the corporation is at Maria, in the district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4825 Assistant Deputy Attorney General.

**"Industrial Silica Corporation"**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1943, constituant en corporation: René Chênevert, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Mario Lattoni, Marcel Pigeon, Samuel Ozère, avocats, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, fille majeure, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Industrial Silica Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$299,999, divisé en 299,999 actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4826 P. FRENETTE.

**"Industrial Silica Corporation"**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of October, 1943, incorporating: René Chênevert, barrister and King's Counsel, of the City of Westmount, Mario Lattoni, Marcel Pigeon, Samuel Ozère, barristers, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, spinster, secretary, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes: Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Industrial Silica Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$299,999.00, divided into 299,999 shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4826-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Edouard Lacroix, marchand de bois, Armand Poulin et Charles-Eugène Desrochers, comptables, tous de Saint-Georges de Beauce, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir à titre d'affaires en exploitation le système téléphonique appartenant à Edouard Lacroix & autres, de St-Georges de Beauce, ainsi que tous les droits et propriétés faisant partie du dit système téléphonique, le tout se trouvant dans les limites des villes de Beauceville-Est et de Beauceville-Ouest et des municipalités de St-François-Est, St-François-Ouest, St-Simon, Notre-Dame des Pins et St-Alfred, sous le nom de "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La compagnie ne pourra s'unir ou s'amalgamer avec une autre compagnie ou personne quel-

**"Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1943, incorporating: Edouard Lacroix, wood merchant, Armand Poulin and Charles-Eugène Desrochers, accountants, all of Saint-Georges de Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the telephone system belonging to Edouard Lacroix and others, of St-Georges de Beauce, and also the rights and properties forming part of the said telephone system, the whole to be found within the limits of the Towns of Beauceville-est and Beauceville-ouest and the municipalities of St-François-est, St-François-ouest, St-Simon, Notre-Dame des Pins and St-Alfred, under the name of "Le Téléphone Rural de Beauceville Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The company may not join or amalgamate with any other company or person whatsoever,

conque, la dite compagnie devant toujours exister comme compagnie de téléphone rural et exploiter le dit système comme réseau de téléphone rural.

Le bureau principal de la compagnie sera à Beauceville, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4827-0 P. FRENETTE.

**"Moulton Farms Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois octobre 1943, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, conseil en loi du Roi, Arthur Ives Smith, conseil en loi du Roi, Ethel May Peirce, Virginia Amelia Loomis et Margaret Blanche Mustard, filles majeures, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à cultiver, produire, développer, manufacturer et mettre sur le marché tous produits du sol, soit animal ou végétal, et manufacturer et produire tous produits et sous-produits d'iceux; exercer dans toutes ses spécialités un commerce général de bestiaux et d'une ferme d'élevage et de pâturage; acheter, vendre, négocier, élever, abattre, exporter, importer et généralement faire le commerce de moutons, bestiaux, chevaux, volailles et toutes sortes d'animaux domestiques, et exercer un commerce laitier dans toutes ses spécialités; exercer le commerce de marchands en gros et en détail, et produire, manufacturer, acheter, vendre, emmagasiner, importer et exporter et généralement faire le commerce de viande et produits de la viande, volailles et produits des volailles, poisson et les produits du poisson, du lait et toutes sortes de produits laitiers, des fruits et produits des fruits de toutes sortes, du lait, beurre, fromage, oléomargarine, légumes et toutes sortes de produits de la ferme, du verger, du jardin et de la laiterie, d'aliments et céréales de toutes catégories et descriptions, du lait en conserve ou préparé autrement, de viandes, poissons, légumes et fruits de toutes sortes et descriptions et les produits d'iceux, sous le nom de "Moulton Farms Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en mille neuf cent soixante (1960) actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au canton de West Hatley, district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4828 P. FRENETTE.

**"Norval Oil Company Limited"**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1943, constituant en corporation: Lucien Labelle, C.R., avocat, Maurice Cullen, agent d'assurance, tous deux de Noranda, et Véronique Jollette, fille majeure, de Rouyn, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, dans toutes ses branches, le commerce en gros et en détail, de gazoline, huiles de toutes sortes, lubrifiants et antigél de toutes sortes;

the said company always to subsist as a rural telephone company and to operate the said system as a rural telephone line.

The head office of the company will be at Beauceville, District of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4827 Assistant Deputy Attorney General.

**"Moulton Farms Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1943, incorporating: Kenneth Albert Wilson, King's Counsel, Arthur Ives Smith, King's Counsel, Ethel May Peirce, Virginia Amelia Loomis and Margaret Blanche Mustard, spinsters, secretaries, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of raising, producing, developing, manufacturing and marketing all products of the soil, whether animal or vegetable, and to manufacture and produce any products and by-products thereof; to carry on in all its branches a general live stock and stock-raising farm and range business; to buy, sell, trade, raise, slaughter, export, import and generally deal in sheep, cattle, horses, poultry and all kinds of domestic animals, and to carry on a dairy business in all its branches; to carry on the business of wholesale and retail dealers, and to produce, manufacture, buy, sell, store, import and export and generally deal in meat and meat products, poultry and poultry products, fish and fish products, milk and all kinds of dairy products, fruits and fruit products of all kinds, milk, butter, cheese, oleomargarine, vegetables and all kinds of farm, orchard, garden and dairy products, food and cereal products of all classes and descriptions, canned or otherwise prepared milk, meats, fish, vegetables and fruits of all kinds and descriptions and the products thereof, under the name of "Moulton Farms Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into one thousand nine hundred and sixty (1960) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at the Township of West Hatley, in the District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4828-0 Assistant Deputy Attorney General.

**"Norval Oil Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1943, incorporating: Lucien Labelle, K.C., barrister, Maurice Cullen, insurance agent, both of Noranda, and Véronique Jollette, spinster, of Rouyn, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, in all its lines, both wholesale and retail, in gasoline, oils of all kinds, lubricants and anti-freeze of all sorts;

Exercer le commerce et l'industrie de garagistes, de teneurs de centrales de service et de postes d'essence;

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer et autrement faire le commerce et négoce de camions automobiles, camions, tracteurs, voitures automobiles, autobus, omnibus, autocars, automobiles, bicyclettes, canots automobiles, aéroplanes, voitures, moyens de transports de toutes sortes, systèmes de transports de toutes sortes, et toutes pièces employées dans la construction d'iceux de même que moteurs, machines, machinerie de toutes sortes et moteurs et accessoires et matériaux électriques, et tenir une boutique générale pour la réparation, l'amélioration et le commerce de toutes sortes de camions, voitures, véhicules, automobiles et moyens de transports de toutes sortes, roues, ressorts, essieux, lampes, matériel d'automobile, jantes et bois de construction, et faire un commerce général de réparations et de garage;

Pour les fins de la compagnie faire le commerce de camionneurs, charretiers, et tout commerce dans lequel l'usage ou l'emploi de la gazoline, d'huile, d'air comprimé, d'électricité ou de toute autre force motrice est ou peut être utile ou convenable, dans les comtés de Pontiac et d'Abitibi, sous le nom de "Norval Oil Company Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000), divisé en huit cents (800) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars (\$5,000).

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-huit octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4829 P. FRENETTE.

**"Quebec Tire Sales and Service, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Paul Talbot, L.L.L., commerçant, Louis-René Talbot, ingénieur civil, Jean-Pierre Talbot et Paul Dussault, comptables, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'automobiles et de bicycles, acquérir des postes d'essence, en construire, en exploiter et faire le commerce en gros et en détail de l'huile et de l'essence;

Acheter, construire ou louer des garages et en exploiter;

Exercer tous les commerces se rattachant à l'industrie de l'automobile et du bicycle, sous le nom de "Quebec Tire Sales and Service, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera au N° 205, rue Saint-Paul, en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4830-0 P. FRENETTE.

To carry on the business and industry of garage keepers, service stations, gasoline stations;

To manufacture, assemble, import, export, buy, sell, lease and otherwise deal in and deal with motor trucks, trucks, tractors, motor cars, motor buses, omnibuses, sightseeing buses, automobiles, cycles, motor boats, aeroplanes, carriages, conveyances of all kinds, transportation systems of all kinds, and all parts used in the construction thereof as well as motors, engines, machinery of all kinds and motor and electrical accessories and supplies, and to carry on a general machine shop business, to repair, improve, and deal in all kinds of trucks, carriages, vehicles, automobiles and conveyances of all kinds, wheels, springs, axles, lamps, automobile supplies, rims and lumber, and to carry on a general repair and garage business;

For the purposes of the company to carry on the business of truckmen, draymen, and any business in which the use or application of gasoline, oil, compressed air, electricity or any other power is or may be useful or convenient, in the counties of Pontiac and Abitibi, under the name of "Norval Oil Company Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into eight hundred (800) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The amount of capital stock with which the company will start or commence its operations is five thousand dollars (\$5,000.00)

The head office of the company will be at Noranda, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4829-o Assistant Deputy Attorney General.

**"Quebec Tire Sales and Service, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-seventh day of October, 1943, incorporating: Paul Talbot, L.L.L., trader, Louis René Talbot, civil engineer, Jean-Pierre Talbot and Paul Dussault, accountants, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in automobiles and bicycles, acquire gasoline stations, build, operate the same and deal, both wholesale and retail, in oil and gasoline;

To purchase, build or lease garages and operate the same;

To carry on any business connected with the automobile and bicycle business, under the name of "Quebec Tire Sales and Service, Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at No. 205 Saint Paul street, in the city of Quebec, District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4830 Assistant Deputy Attorney General.

**"Richelieu Theatres Limited"**

**"Richelieu Theatres Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1943, constituant en corporation: Oscar Ray Hanson, administrateur de théâtre, de Cooksville, province d'Ontario, M. Hellman Swards, avocat, de la cité de Westmount, et Zoé Caron, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, les deux derniers de la province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1943, incorporating: Oscar Ray Hanson, theatre executive, of Cooksville, Province of Ontario, M. Hellman Swards, advocate, of the City of Westmount, and Zoé Caron, spinster, stenographer, of the City of Montreal, the two latter of the Province of Quebec, for the following purposes:

Eriger et construire et acquérir par achat, location, permis ou autrement et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées et endroits de récréation; exercer les affaires en général de propriétaires et gérants de théâtres; exercer le commerce de restaurateurs, pourvoyeurs licenciés, agents de théâtres, éditeurs et imprimeurs de pièces dramatiques et musicales;

To erect and construct and to acquire by purchase, lease, license or otherwise, and to operate theatres, moving pictures theatres and places of amusement; to carry on the general business of theatre proprietors and managers; to carry on the business of restaurant keepers, licensed victualers, theatrical agents, dramatic and musical publishers and printers;

Acheter, acquérir, louer ou autrement obtenir le droit d'exploiter le Théâtre Capitol, situé à St-Jean, P.Q., sous le nom de "Richelieu Theatres Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en dix mille (10,000) actions ordinaires d'un dollar (\$) chacune.

To purchase, acquire, lease, or otherwise obtain the right to operate the Capitol Theatre, situated in St. Johns, P.Q., under the name of "Richelieu Theatres Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) common shares of one dollar (\$1.00) each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20);

The number of the Company's shareholders is limited to twenty (20);

La compagnie ne fera ou n'émettra aucune invitation au public pour souscrire aux actions ou débentures de la compagnie;

The company shall not make or issue any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company;

Aucun actionnaire n'aura le droit de transférer aucune action ou actions détenues par lui sans le consentement préalable par écrit du détenteur ou des détenteurs d'au moins 60% du capital-actions émis de la compagnie ou sans la sanction expresse des directeurs qui sera signifiée par une résolution passée par le conseil d'administration.

No shareholder shall be entitled to transfer any share or shares held by him without the previous consent in writing of the holder or holders of at least 60% of the issued capital stock of the company or without the express sanction of the Directors to be signified by resolution passed by the Board.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de St-Jean, district d'Iberville.

The head office of the company will be at the City of St. Johns, in the District of Iberville.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept octobre 1943.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4831 P. FRENETTE.

4831-o Assistant Deputy Attorney General.  
P. FRENETTE,

**"Taft Hotel Limited"**  
**"Hôtel Taft Limitée"**

**"Taft Hotel Limited"**  
**"Hôtel Taft Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Paul-V. Sanguinet, marchand, de Ville Mont-Royal, Edgar Armand, comptable, de Ste-Rose, comté de Laval, et Roland Pinard, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1943, incorporating: Paul-V. Sanguinet, merchant, of the Town of Mount-Royal, Edgar Armand, accountant, of Ste-Rose, County of Laval, and Roland Pinard, advocate, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel;

To promote, organize, direct, manage and carry on the hotel business;

Construire, ériger, achever, louer, posséder, aménager, exploiter, vendre, fournir des établissements de ferme, faire le commerce de fermier en général, sous le nom de "Taft Hotel Limited"—"Hôtel Taft Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

To build, erect, finish, lease, own, equip, operate, sell, furnish farm establishments and carry on a general farming business, under the name of "Taft Hotel Limited"—"Hôtel Taft Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, numéro 454, Place Jacques-Cartier, dans le district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, Number 454 Place Jacques-Cartier, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4832-o P. FRENETTE.

**"Younger Set Sportswear Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un octobre 1943, constituant en corporation: Mendall (Max) Heitner, manufacturier, Samuel Reisler et Max Klorfine, marchands, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, soit comme marchands en gros, des vêtements de sport pour dames, jaquettes, chemises, blouses, pantalons, robes de maison, et aucune et toutes autres choses se rapportant audit commerce, sous le nom de "Younger Set Sportswear Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 3678, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4833 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4832 Assistant Deputy Attorney General.

**"Younger Set Sportswear Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1943, incorporating: Mendall (Max) Heitner, manufacturer, Samuel Reisler and Max Klorfine, merchants, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers of ladies' sportswear, jackets, shirts, blouses, slacks, housecoats, and any and all other things appertaining to the same, under the name of "Younger Set Sportswear Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 3678 St. Lawrence Blvd., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4833-o Assistant Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**"La Tricoterie de Somerset Limitée"  
"Somerset Knitting Mills Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour d'octobre 1943, à la compagnie "La Tricoterie de Somerset Limitée"—"Somerset Knitting Mills Limited", ratifiant son Règlement N° 28, augmentant son capital par la création de 990 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$50.00 chacune et de 4,000 actions sans valeur au pair additionnelles, énumérant les privilèges qui seront attachés aux actions privilégiées et fixant à \$31,450.00 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4834-o P. FRENETTE.

**"National Industries Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de novembre 1943, à la compagnie "National Industries Incorporated", ratifiant un règlement a) convertissant les 500 actions ordinaires sans valeur au pair qui font partie de son capital actuel en 25 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune; b) convertissant les 150 actions privi-

**Supplementary Letters Patent**

**"La Tricoterie de Somerset Limitée"  
"Somerset Knitting Mills Limited"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1943, to the company "La Tricoterie de Somerset Limitée"—"Somerset Knitting Mills Limited", ratifying its By-law No. 28, increasing its capital stock by the creation of 990 additional preferred shares of a par value of \$50 each and 4,000 additional shares without par value, enumerating the privileges to be attached to the preferred shares and fixing at \$31,450 the amount with which the company will continue its operations for the future.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4834 Assistant Deputy Attorney General.

**"National Industries Incorporated"**

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of November, 1943, to the company "National Industries Incorporated", ratifying a by-law a) converting the 500 common shares without par value which form part of its actual capital into 25 common shares of a par value of \$100 each; b) converting the 150 preferred shares which form part of its actual capital into 75

légées qui font partie de son capital actuel en 75 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100.00 chacune; c) augmentant son capital de \$10,000.00 à \$59,900.00 par la création de 499 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce deuxième jour de novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4835-o P. FRENETTE.

**"United Auto Parts Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un octobre 1943, à la compagnie "United Auto Parts Limited", ratifiant un compromis entre la compagnie et les détenteurs de ses actions privilégiées modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées, ledit compromis se lisant comme suit:

*Règlement X-c*

"Nonobstant les dispositions du paragraphe b) du règlement X, la compagnie dûment autorisée par une résolution de son conseil d'administration aura le droit de racheter de temps à autre aucune des actions privilégiées de son capital-actions qui pourraient être offertes à un prix au-dessous de la valeur au pair d'icelles, et dans tel cas la compagnie ne sera pas tenue de donner avis d'un tel remboursement et de racheter telles actions privilégiées par tirage au sort."

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et un octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4836 P. FRENETTE.

**Ventes pour taxes municipales**

Province de Québec, District des Trois-Rivières.

**CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES**

Avis public est par le présent donné que le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires et d'arrérages de taxes consolidées qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue St-Pierre, connu et désigné comme étant le lot N° 2172 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et portant le N° civique 926 rue St-Pierre, borné en front vers le sud-est par la rue St-Pierre, vers le nord-ouest par le lot N° 2167, vers le nord-est par la rue Laviolette et vers le sud-ouest par les lots 2171 et 2169, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à Read Motors Limited;

2. Un emplacement sans bâtisse, situé du côté nord-est de la rue Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot N° 2169 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le sud-ouest par la rue Bonaventure; vers le nord-est par le lot N° 2172; vers le sud-est par les lots Nos 2170 et 2171 et vers le nord-

common shares of a par value of \$100 each; c) increasing its capital from \$10,000 to \$59,900 by the creation of 499 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1943.

P. FRENETTE,  
4835 Assistant Deputy Attorney General.

**"United Auto Parts Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of October, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "United Auto Parts Limited", ratifying a compromise between the Company and the holders of its preferred shares modifying the privileges attached to the preferred shares, the said compromise reading as follows:

*By-law X-C*

"Notwithstanding provisions of paragraph b) of by-law X, the company duly authorized by a resolution of its Board of Directors shall have the right to redeem from time to time any of the preferred shares of its capital stock which might be offered at a price below the par value hereof, and in such a case the company shall not be bound to give notice of such redemption and to redeem such preferred shares by drawing lots."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
4836-o Assistant Deputy Attorney General.

**Sales for Municipal Taxes**

Province of Quebec, District of Trois-Rivières.

**CITY OF TROIS-RIVIÈRES**

Public notice is hereby given that on the SIXTH day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinafter designated, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with municipal and school taxes and arrears of consolidated taxes which have not been paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by Law, to wit:

1. An emplacement situate on the north-west side of St-Pierre street, known and designated as being lot No. 2172 of the official cadastre for the city of Trois-Rivières and bearing civic No. 926 St-Pierre street, bounded in front to the south-east by St-Pierre street, to the north-west by lot No. 2167, to the north-east by Laviolette street and to the south-west by lots 2171 and 2169—with the buildings thereon erected, as belonging to Read Motors Limited;

2. An emplacement without buildings, situate on the north-east side of Bonaventure street, known and designated as being lot No. 2169 of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, bounded in front to the south-west by Bonaventure street; to the north-east by lot No. 2172; to the south-east by lot Nos. 2170

ouest par le lot N° 2168, comme appartenant à Read Motors Limited;

3. Un emplacement sans bâtisse, de forme triangulaire, situé du côté sud-ouest du Boulevard des Forges, connu et désigné comme faisant partie du lot N° 1101 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front, au nord, par le boulevard Des Forges; en profondeur, au sud-ouest, par une partie du lot N° 25; et de l'autre côté, au sud-est, par l'autre partie du lot N° 1101, comme appartenant à Veuve A. G. Baptist, Edward J. M. McLelland, Succ. Edmond Dufresne, par Henri Bisson, Es-qual.

4. Un emplacement sans bâtisse, comprenant une partie du pan de côté du Côteau St-Louis, situé du côté nord-est du Boulevard St-Louis, connu et désigné comme faisant partie du lot N° 1364 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front au sud-ouest, par le boulevard St-Louis; d'un côté au sud-est, par une partie du lot N° 1364; en profondeur au nord-est, par les lots Nos 1369, 1368, P.1367, 1243, 1243-1, 1243-3, P. 1235, 1234, 1233, 1232 et 1231; et de l'autre côté au nord-ouest, par une partie du lot N° 1121 comme appartenant à Albert Hamel, Mme Vve Charles Lafond, Mme Vve William Ferron et Mme Vve Richard Ferron; à distraire cependant, la partie appartenant à la Corporation de la cité des Trois-Rivières.

Hôtel de ville, Trois-Rivières, 9 novembre 1943.

4814-46-2-o Le greffier de la Cité,  
GEORGES BEAUMIER.

Province de Québec—Comté de Lavolette

VILLE DE ST-TITE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés décrites dans l'état ci-après seront vendues à l'enchère publique dans la salle d'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, en la ville de St-Tite, district des Trois-Rivières, LUNDI le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-trois, à DIX heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires mentionnées dans ledit état et les frais subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures, à moins que lesdites taxes et les frais ne soient payés avant la vente.

N° 1.—Comme appartenant à Dame Armand Massicotte:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front par la rue Délisle, en profondeur par Dame Henri Naud, d'un côté par Armand Francœur et de l'autre côté par Anthime Délisle sans bâtisses.

Taxes municipales.....	\$ 4.30
Intérêts.....	0.60
<b>Total.....</b>	<b>\$ 4.90</b>

N° 2.—Comme appartenant à Louis Fay:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front à la rue Délisle, en profondeur par Dame Lucien H. Jacob et Dame Ulric Déry, d'un côté par Anthime Délisle et de l'autre côté par Ferdinand Lachance ou représentants, sans bâtisses.

Taxes municipales.....	\$ 4.30
Intérêts.....	0.60
<b>Total.....</b>	<b>\$ 4.90</b>

and 2171 and to the north-west by lot No. 2168, as belonging to Read Motors Limited;

3. An emplacement without buildings, of triangular figure, situate on the south-west side of Boulevard des Forges, known and designated as forming part of lot No. 1101 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, to the north, by Boulevard Des Forges; in depth, to the southwest, by a part of lot No. 25; and on the other side, to the south-east, by the other part of lot No. 1101, as belonging to the Widow A. G. Baptist, Edward J. M. McLelland, Est. Edmond Dufresne, by Henri Bisson, Es-qual.

4. An emplacement without buildings, comprising a part of the side wall of the Côteau St-Louis, situate on the north-east side of Boulevard St-Louis, known and designated as forming part of lot No. 1364 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front to the south-west, by Boulevard St-Louis; on one side to the south-east, by a part of lot No. 1364; in depth to the north-east, by lots Nos. 1369, 1368, Pt.1367, 1243, 1243-1, 1243-3, Pt.1235, 1234, 1233, 1232 and 1231; and on the other side to the north-west, by a part of lot No. 1121 as belonging to Albert Hamel, Mrs. Wid. Charles Lafond, Mrs. Wid. William Ferron and Mrs. Wid. Richard Ferron; to be deducted however, the part belonging to the Corporation of the City of Trois-Rivières.

City Hall, Trois-Rivières, November 9th, 1943.

4814-46-2 GEORGES BEAUMIER,  
City Clerk.

Province of Quebec—County of Lavolette

TOWN OF ST-TITE

Public notice is hereby given that the properties described in the hereunder statement, will be sold by public auction, in the assembly room at the Town Hall, in the town of St-Tite, district des Trois-Rivières, on MONDAY, the SIXTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes mentioned in said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and costs be sooner paid.

No. 1.—As belonging to Dame Armand Massicotte:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Délisle, in depth by Dame Henri Naud, on one side by Armand Francœur and the other side by Anthime Délisle without buildings.

Municipal taxes.....	\$ 4.30
Interest.....	0.60
<b>Total.....</b>	<b>\$ 4.90</b>

No. 2.—As belonging to Louis Fay:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the Street Délisle, in depth by Dame Lucien H. Jacob and Dame Ulric Déry, on one side by Anthime Délisle and the other side by Ferdinand Lachance or representatives, without buildings.

Municipal taxes.....	\$ 4.30
Interest.....	0.60
<b>Total.....</b>	<b>\$ 4.90</b>

N° 3.—Comme appartenant à J.-Alfred Des-  
sureauult:—Un emplacement situé en la ville de  
St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent  
quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné  
comme suit: en front par la rue St-Luc, en pro-  
fondeur par Arthur L'Heureux, d'un côté par  
la rue Déglise et de l'autre côté par Dame Aimé  
Beaupré sans bâtisses.

Taxes municipales.....\$ 6.46  
Intérêts..... 0.75

Total.....\$ 7.21

N° 4.—Comme appartenant à Henri Paquet:—  
Un emplacement situé en la ville de St-Tite,  
faisant partie du lot numéro deux cent treize  
(Pt 213) du cadastre de St-Tite, borné en front  
par la rue Marchildon, en profondeur par Napo-  
léon-P. Déglise ou représentants, d'un côté par  
Veillette & Frères Ltée et de l'autre côté par  
Philippe Marchildon, sans bâtisses.

Taxes municipales.....\$15.36  
Intérêts..... 1.50

Total.....\$16.86

N° 5.—Comme appartenant à Succession Fer-  
dinand L'Heureux:—Un emplacement situé en la  
ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux  
cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite,  
borné en front à la rue Ste-Cécile, en profondeur  
par Alfred Bélisle, d'un côté par Delphis Bélisle  
et de l'autre côté par Fortunat Trépanier, sans  
bâtisses.

Taxes municipales.....\$ 4.56  
Intérêts..... 0.45

Total.....\$ 5.01

N° 6.—Comme appartenant à J.-Alfred Des-  
sureauult:—Un emplacement situé en la ville de  
St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent  
quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné  
en front à la rue Déglise, en profondeur à Jos.-P.  
Desaulniers, d'un côté à Veillette & Frères Ltée  
et de l'autre côté à Dame Joseph Beaupré, sans  
bâtisses.

Taxes municipales.....\$26.16  
Intérêts..... 1.75

Total.....\$27.91

N° 7.—Comme appartenant à Anthime Dé-  
glise:—Un emplacement situé en la ville de St-  
Tite, faisant partie du lot numéro deux cent  
quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné  
en front par la rue Déglise, en profondeur par  
Dame Adolphe Paquin ou représentants, d'un  
côté par Dame Armand Massicotte et de l'autre  
côté par Louis Fay, avec bâtisses dessus con-  
struites.

Taxes municipales.....\$36.56  
Intérêts..... 3.25  
Taxes scolaires..... 59.90  
Intérêts..... 3.50

Total.....\$103.21

Donné en la ville de St-Tite, ce huitième jour  
de novembre, mil neuf cent quarante-trois.

Le secrétaire-trésorier,  
4809-46-2-o J.-PAUL-ÉMILE TOURIGNY.

Province de Québec — Comté de Laval

VILLE ST-LÉONARD DE PORT MAURICE

Avis public est, par les présentes, donné que les  
propriétés ci-dessous désignées seront vendues à

No. 3.—As belonging to J. Alfred Dessureauult:—  
A lot of land situate in the town of St-Tite, being  
part of the lot number two hundred and fourteen  
(Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in  
front by the street St-Luc, in depth by Arthur  
L'Heureux, on one side by the street Déglise and  
the other side by Dame Aimé Beaupré without  
buildings.

Municipal taxes.....\$ 6.46  
Interest..... 0.75

Total.....\$ 7.21

No. 4.—As belonging to Henri Paquet:—A lot  
of land situate in the town of St-Tite, being part  
of the lot number two hundred and thirteen  
(Pt 213) on the cadastre of St-Tite, bounded in  
front by the street Marchildon, in depth by  
Napoléon P. Déglise or representatives, on one  
side by Veillette & Frères Ltée, and the other side  
by Philippe Marchildon, without buildings.

Municipal taxes.....\$15.36  
Interest..... 1.50

Total.....\$16.86

No. 5.—As belonging to Succession Ferdinand  
L'Heureux:—A lot of land situate in the town of  
St-Tite, being part of the lot number two hundred  
and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite,  
bounded in front by the street Ste-Cécile, in  
depth by Alfred Bélisle, on one side by Delphis  
Bélisle and the other side by Fortunat Trépanier  
without buildings.

Municipal taxes.....\$ 4.56  
Interest..... 0.45

Total.....\$ 5.01

No. 6.—As belonging to J. Alfred Dessureauult:—  
A lot of land situate in the town of St-Tite,  
being part of the lot number two hundred and  
fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite,  
bounded in front by the street Déglise, in depth  
by Jos. P. Desaulniers, on one side by Veillette  
& Frères Ltée and the other side by Dame Joseph  
Beaupré, without buildings.

Municipal taxes.....\$26.16  
Interest..... 1.75

Total.....\$27.91

No. 7.—As belonging to Anthime Déglise:—  
A lot of land situate in the town of St-Tite,  
being part of the lot number two hundred and  
fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite,  
bounded in front by the street Déglise, in depth by  
Dame Adolphe Paquin or representatives, on one  
side by Dame Armand Massicotte, and the other  
side by Louis Fay, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....\$36.56  
Interest..... 3.25  
School taxes..... 59.90  
Interest..... 3.50

Total.....\$103.21

Given in the town of St-Tite, this eighth day of  
november, one thousand nine hundred and forty-  
three.

J. PAUL ÉMILE TOURIGNY,  
4809-46-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Québec — County of Laval

TOWN OF ST. LEONARD DE PORT MAURICE

Public notice is hereby given that the properties  
hereinafter designated will be sold by public

Penchère publique dans la salle des délibérations du conseil, en la maison d'école, dans la ville St-Léonard de Port-Maurice, MERCREDI le QUINZE DÉCEMBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 11 novembre 1943, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

auction in the meeting hall of the Council, in the School House, in the town of St. Leonard de Port Maurice, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon, in payment of municipal taxes with interest and costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting of the 11th of November, 1943, has authorized the town to make an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, in conformity with the provisions of section 550 of the Cities and Towns Act.

Nom du propriétaire Name of owner	Cadastre	Subdivisions
Laurier Park Land & Development Co. Ltd.	418	1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 9a, 10, 10a, 11, 11a, 12, 12a, 13, 13a, 14, 14a, 15, 15a, 16, 16a, 17, 17a, 18, 18a, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 34, 35, 36, 37, 37a, 38, 38a, 39, 39a, 40, 40a, 41, 41a, 42, 42a, 43, 43a, 44, 44a, 45, 45a, 46, 46a, 50, 51, 51a, 52, 52a, 53, 53a, 54, 54a, 55, 55a, 56, 56a, 57, 57a, 58, 58a, 59, 59a, 60, 60a, 62, 63 à 68 incl., 70, 71, 73, 76, 77, 78, 78a, 79, 79a, 80, 80a, 81, 81a, 82, 82a, 83, 83a, 84, 84a, 85, 85a, 86, 86a, 87, 87a, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 100, 100a, 101, 101a, 102, 102a, 103, 103a, 104, 104a, 105, 105a, 106, 106a, 107, 107a, 108, 108a, 109, 109a, 110, 110a, 111, 111a, 114 à 117 incl., 119, 120, 121 à 125 incl., 127, 127a, 128, 128a, 129, 129a, 130, 130a, 131, 131a, 132, 132a, 133, 133a, 134, 134a, 135, 135a, 136, 136a, 137, 137a, 138, 138a, 140, 140a, 141, 141a, 142, 142a, 143, 143a, 144, 144a, 145, 145a, 146, 146a, 147, 147a, 148, 148a, 149, 149a, 150, 150a, 151, 151a, 153 à 159 incl., 161, 162, 163, 164, 166, 166a, 167, 167a, 168, 168a, 169, 169a, 170, 170a, 171, 171a, 172, 172a, 173, 173a, 174, 174a, 175, 175a, 176, 176a, 177, 177a, 180 à 183 incl., 185 à 188 incl., 190 à 202 incl., 204, 205 à 208 incl., 210, 213, 214, 215, 216, 217 à 221 incl., 223 à 229 incl., 231, 231a, 232, 233, 234, 235, 235a, 236, 236a, 237, 237a, 238, 238a, 239, 239a, 240, 240a, 241, 241a, 242, 242a, 243, 243a, 244, 244a, 245, 246, 248, 248a, 249, 250, 251, 251a, 252, 252a, 253, 253a, 254, 254a, 255, 255a, 256, 256a, 257, 257a, 258, 258a, 259, 259a, 260, 260a, 261, 261a, 262, 264 à 267 incl., 269, 269a, 270, 271, 271a, 272, 272a, 273, 273a, 274, 274a, 275, 275a, 276, 276a, 277, 277a, 278, 278a, 279, 279a, 280, 280a, 281, 281a, 282, 283, 286, 287, 287a, 289, 290, 292, 293 à 299 incl., 301, 302, 303, 303a, 305, 306, 307, 307a, 309, 310, 311, 312 à 316 incl., 318 à 327 incl., 330, 331, 332, 333, 334, 336 à 343 incl., 345, 346 à 349 incl., 351, 352, 352a, 353, 353a, 354, 354a, 355, 355a, 356, 356a, 357, 357a, 358, 358a, 359, 359a, 360, 360a, 361, 361a, 362, 362a, 363, 363a, 364, 364a, 365, 365a, 366, 366a, 367, 369, 370, 371, 371a, 372, 372a, 373, 373a, 374, 374a, 375, 375a, 376, 376a, 377, 377a, 378, 378a, 379, 379a, 380, 380a, 381, 381a, 382, 382a, 383, 383a, 384, 384a, 385, 386, 388, 389, 389a, 390, 390a, 391, 391a, 392, 392a, 393, 393a, 394, 394a, 395, 395a, 396, 396a, 397, 397a, 398, 398a, 399, 399a, 400, 400a, 401, 401a, 402, 402a, 403, 403a, 404, 406 à 419 incl., 423 à 431 incl., 433, 434, 434a, 435, 435a, 436, 436a, 437, 437a, 438, 438a, 439, 439a, 440, 440a, 441, 441a, 442, 442a, 443, 443a, 444, 444a, 445, 445a, 446, 446a, 447, 448, 450, 451, 452, 452a, 453, 453a, 454, 454a, 455, 455a, 456, 456a, 457, 457a, 458, 458a, 459, 459a, 460, 460a, 461, 461a, 462, 462a, 463, 463a, 464, 464a, 465, 465a, 466, 466a, 468, 469, 469a, 470, 470a, 471, 471a, 472, 472a, 473, 473a, 474, 474a, 475, 475a, 476, 476a, 477, 477a, 478, 478a, 479, 479a, 480, 480a, 481, 481a, 482, 482a, 483, 483a, 484, 486, 487, 488, 488a, 489, 489a, 490, 490a, 491, 491a, 492, 492a, 493, 493a, 494, 494a, 495, 495a, 496, 496a, 497, 497a, 498, 498a, 499, 499a, 500, 500a, 501, 501a, 502, 502a, 504, 505, 506, 506a, 507, 507a, 508, 508a, 509, 509a, 510, 510a, 511, 511a, 512, 512a, 513, 513a, 514, 514a, 515, 515a, 516, 516a, 517, 517a, 518, 518a, 519, 519a, 520, 523 à 527 incl., 533 à 565 incl., 569 à 609 incl., 611, 612, 614, 615, 616 à 654 incl., 656 à 662 incl., 664 à 675 incl., 678 à 722 incl., 724 à 762 incl., 764 à 796 incl., 798 à 821 incl., 823 à 840 incl., 842, 843, 845 à 854 incl.
Sam Ryan	427	378.
Régine Gauthier, vve de-wid. of Nestor Wallot	429a	153 à 159 incl.
Théodore Meunier	430	260, 320.
Dominique Collucci	430	356, 357.
Théodore Meunier	430	369, 370.
Régine Gauthier, vve de-wid. of Nestor Wallot	430	497 à 503 incl.
Théodore Meunier	430	541.
Régine Gauthier, vve de-wid. of Nestor Wallot	430	644.
Théodore Meunier	430	662.

Les immeubles sus-dits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la ville St-Léonard de Port-Maurice.

Ladite vente sera, en outre, faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville St-Léonard de Port-Maurice, et en la ville Montréal-Nord, ce seizième jour de novembre mil neuf cent quarante-trois, (1943).

Le secrétaire-trésorier,  
4866-47-2-o J. A. CADIEUX.

The foregoing immovables are all of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, and situate in the Town of St. Leonard de Port Maurice.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

Given in the town of St. Leonard de Port Maurice, and in the town of Montreal-North, this sixteenth day of the month of November, one thousand nine hundred and forty-three (1943).

J. A. CADIEUX,  
4866-47-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec—Comté de Bellechasse

Province of Quebec—County of Bellechasse

PAROISSE DE ST-CAMILLE DE LELLIS

PARISH OF ST-CAMILLE DE LELLIS

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du 13 novembre, 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order bearing date the 13th of November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section

l'art. 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Stat. Ref. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales, dans la corporation municipale de la paroisse de St-Camille de Lellis, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du Conseil de St-Camille, le MARDI, QUATORZE DÉCEMBRE 1943 à ONZE (11) heures A.M.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er novembre 1943, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Omer Huot:—Lot N° 8, rang A, Canton Daaquam, contenant environ cent acres en superficie, plus ou moins, avec bâtisses et dépendances, à réserve de l'emplacement et bâtisses appartenant à la Commission scolaire de St-Camille de Bellechasse, ledit emplacement mesurant cent pieds par cent dix pieds, tel que renclos, près du chemin public.

2. Julien Labrecque:—Un emplacement situé à la station de St-Camille de Bellechasse, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur par cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, désigné comme faisant partie du lot numéro dix-huit (Pt.18) du cadastre officiel pour le rang six, canton Bellechasse, avec bâtisse sus-contruite et dépendances, et borné ledit emplacement en front au nord-ouest par la rue Audet projetée, et des trois autres côtés par le terrain de la succession Ephrem Audet.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera, en outre, sujette au droit de retrait et aux réserves prévues à la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Camille de Lellis, ce 15ième jour de novembre mil neuf cent quarante-trois (1943).

Le secrétaire-trésorier,  
4845-47-2-0                      Signé: E. A. MORIN.

Province de Québec, Comté du Lac St-Jean

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE  
ST-JOSEPH D'ALMA

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du treize novembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la municipalité scolaire du village de St-Joseph d'Alma, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de l'hôtel-de-ville de St-Joseph d'Alma, le QUATORZE DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, ces immeubles ne seront pas mis en vente si toutes les taxes scolaires, sauf celles de l'année 1943-1944, sont payées avant le moment de la vente.

1. Succession William Arseneault:—Le lot 18a58.  
2. Laurent Boivin:—Le lot 13a87.

3. France Côté:—Un terrain faisant partie du lot 16-22 du rang 9, canton Signal, mesurant 80 pieds de longueur sur 60 pieds de largeur, borné au sud à la rue N° 1 du Parc Central, à l'ouest, au lot N° 16-23; à l'est au lot 16-21 et au nord au reste du lot dont il fait partie et appartenant à Dame Philippe Girard.

4. France Côté:—Une lisière de terrain faisant partie du lot 16-21, mesurant 10 pieds de largeur sur 80 pieds de profondeur, bornée au sud à la rue N° 1 du Parc Central, au nord, au reste du lot dont elle fait partie; propriété de Dame Philippe Girard; à l'ouest au lot 16-22; et à l'est au reste du lot dont elle fait partie.

54 of the Quebec Municipal Commission Act (Rev. Stat. 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinunder designated in payment of arrears of Municipal Taxes, of the Municipal Corporation of the parish of St-Camille de Lellis, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of St-Camille, on TUESDAY, the FOURTEENTH of DECEMBER, 1943, at ELEVEN (11) o'clock A.M.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the taxes having become exigible on or before November 1st, 1943, shall have been paid before the time of the sale.

1. Omer Huot:—Lot No. 8, range A, township of Daaquam, containing about one hundred acres in area, more or less—with buildings and dependencies—with reserve of the emplacement and buildings belonging to the School Commission of St-Camille de Bellechasse, said emplacement measuring one hundred feet by one hundred and ten feet, as fenced in, near the public road.

2. Julien Labrecque:—An emplacement at the St-Camille de Bellechasse Station, measuring fifty-five feet in width by one hundred and twenty-five feet in depth, English measure, designated as forming part of lot number eighteen (Pt.18) on the official cadastre for range six, township of Bellechasse—with building thereon erected and dependencies, and said emplacement being bounded in front, on the northwest, by the proposed Audet street, and on the three other sides by the land of the estate of Ephrem Audet.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and to the reserves provided in the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Camille de Lellis, this 15th day of November nineteen hundred and forty-three (1943).

Signed: E. A. MORIN,  
4845-47-2                      Secretary Treasurer.

Province of Quebec, County of Lake St. John

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF  
ST. JOSEPH D'ALMA

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the thirteenth of November, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated, in payment of taxes due the School Municipality of the Village of St. Joseph d'Alma, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the Town Hall of St. Joseph d'Alma, on the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovables shall not be sold if all the school taxes, with the exception of those for the year 1943-1944, be paid before the time of the sale.

1. Estate William Arseneault:—Lot 18a58.  
2. Laurent Boivin:—Lot 13a87.

3. France Côté:—A lot of land forming part of lot 16-22 of Range 9, Township Signal, measuring 80 feet in length by 60 feet in width, bounded on the South by No. 1 street of Parc Central, on the West, by lot No. 16-23; on the East by lot 16-21 and on the North by the residue of the lot of which it forms a part and belonging to Dame Philippe Girard.

4. France Côté:—A strip of land forming part of lot 16-21, measuring 10 feet in width by 80 feet in depth, bounded on the South by No. 1 street of Parc Central, on the North, by the residue of the lot of which it forms a part; property of Dame Philippe Girard; on the West by lot 16-22; and on the East by the residue of the lot of which it forms a part.

5. Ludger Dionne:—Les lots 13a33 et 13a34.  
 6. Ludger Dionne:—Un terrain faisant partie du lot 13a47, mesurant 150 pieds de l'ouest à l'est sur la profondeur dudit lot 13a47, borné au sud aux lots 13a32, 13a33 et 13a34; au nord, au lot 13a; à l'ouest, au terrain de Welley et Charles Maltais ou représentants, de telle sorte que la borne est de ce terrain soit le prolongement en ligne droite vers le nord de la ligne de division entre les lots 13a31 et 13a32, et que la borne ouest soit aussi le prolongement en ligne droite vers le nord de la ligne de séparation des lots 13a34 et 13a35.  
 7. Georges Fortin "Médor":—Les lots 13a108, 13a-109, 13a110 et 13a166.  
 8. Antoine Pagé:—Le lot 14a26.  
 9. Dame Armand Tremblay "Férésus":—Le lot 14a28, sauf à distraire le quart-est appartenant à Médéric Harvey.  
 Tous ces lots ou parties de lots sont connus et désignés au cadastre du canton Signal (rang 9).

10. Ls. Ph. Côté:—Le lot 1-268 de l'île N° 1, Petite Décharge, canton Délisle.  
 11. Henri Tremblay,—"Frs":—Le lot 4-24 rang 1, Ile d'Alma, canton Délisle.

Tous les immeubles ci-dessus décrits seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y en a, à moins qu'autrement spécifié dans la désignation.

De plus, tous les immeubles décrits seront vendus sujets aux servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter, suivant titres enregistrés et sujets principalement aux droits de baignage et servitudes appartenant à Saguenay Power & Co. ou autres.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Joseph d'Alma, ce seize novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,

4848-47-2-o

J. L. ROMÉO JOBIN.

5. Ludger Dionne:—Lots 13a33 and 13a34.  
 6. Ludger Dionne:—A lot of land forming part of lot 13a47, measuring 150 feet from West to East by the depth of said lot 13a47, bounded on the South by lots 13a32, 13a33 and 13a34; on the North, by lot 13a; on the West, by the land of Welley and Charles Maltais or representatives, in such a way that the East boundary of the said land is the prolongation in a straight line Northward of the division line between lots 13a31 and 13a32, and that the West boundary is also the prolongation in a straight line Northward of the division line of lots 13a34 and 13a35.  
 7. Georges Fortin "Médor":—Lots 13a108, 13a-109, 13a110 and 13a166.  
 8. Antoine Pagé:—Lot 14a26.  
 9. Dame Armand Tremblay "Férésus":—Lot 14a28, save to be deducted the East quarter belonging to Médéric Harvey.

All these lots or parts of lots are known and designated on the cadastre of the Township Signal (Range 9).

10. Ls. Ph. Côté:—Lot 1-268 of Island No. 1, Petite Décharge, Township Délisle.  
 11. Henri Tremblay,—"Frs":—Lot 4-24 Range 1, Ile d'Alma, Township Délisle.

All the immovables above described will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, unless otherwise specified in the description.

Moreover, the immovables described will be sold subject to the active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect them, according to registered titles and subject mainly to flooding rights and servitudes belonging to the Saguenay Power & Co. or others.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Joseph d'Alma, this sixteenth day of November, 1943.

J. L. ROMÉO JOBIN,

Secretary-Treasurer.

## Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 223229. Dame Antonetta Romanelli, épouse commune en biens de Salvatore Spinoso, journalier, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Salvatore Spinoso, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 9 novembre 1943, par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

Montréal, le 16 novembre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,  
 4847-o (Signé) LACHAPPELLE & DENIS.

## Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223229. Dame Antonetta Romanelli, wife common as to property of Salvatore Spinoso, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Salvatore Spinoso, defendant.

An action for separation as to property has been taken, on the 9th of November, 1943, by the plaintiff against the defendant in this cause.

Montreal, November 16th, 1943.

(Signed) LACHAPPELLE & DENIS,  
 Attorneys for plaintiff.

## Arrêté en Conseil

### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 3307

Québec, le 9 novembre 1943.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant le mesurage à la corde apparente des bois de quatre (4) pieds de longueur.

Attendu que, vu la pénurie de main-d'œuvre, il y a lieu d'autoriser, au cours de la présente

## Order in Council

### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

No. 3307

Quebec, 9th. November 1943.

Present : The Lieutenant Governor in Council.

Concerning scaling of four-foot wood by the apparent cord.

Whereas, due to the scarcity of labour, it is proper to authorize, during the current forest

saison d'exploitation forestière, que le mesurage à la corde apparente des bois de quatre (4') pieds de longueur se fasse par un mesureur, sans assistant, pourvu que l'opération s'effectue à l'aide d'une règle ou baguette et non d'un gallon;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des terres et forêts, que par exception aux règlements des bois et forêts, la tolérance ci-dessus soit autorisée au cours de la présente saison d'exploitation forestière.

4837-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

operating season, that scaling of four-foot wood by the apparent cord be done by a Scaler without an assistant, provided that the measurement is made with a rule or stick and not with a tape;

It is ordered, in consequence, on the proposal of the Honourable Minister of Lands and Forests, that as an exception to the Woods and Forests Regulations, the toleration above mentioned be authorized during the course of the current forest-operating season.

4837-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

**Avis divers**

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 26", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 novembre 1943.

Le siège social de l'association est situé à L'Ancienne Lorette, comté de Québec, Province de Québec.

4838-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région du Lac St-Pierre", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 octobre 1943.

Le siège social de l'association est situé à Nicolet, Province de Québec.

4839-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés Municipaux de Rivière-du-Loup, Incorporé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 novembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Rivière-du-Loup, comté Témiscouata, P.Q.

4840-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHESI.

"THE NEW CARLTON LIMITED"

Règlement "C"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à cinq."  
Montréal, le 28 octobre 1943.

4844 Le secrétaire,  
PERCIVAL D. MARTIN.

Avis est, par les présentes, donné que, par arrêté ministériel en date du 12 novembre 1943, les règlements 1 à 15 inclusivement, tels qu'amendés, et le règlement "AA" de "School for Handicapped Children" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

**Miscellaneous Notices**

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 26", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 2nd of November, 1943.

The principal place of business of the said association will be at L'Ancienne Lorette, County of Quebec, Province of Quebec.

4838 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la Région du Lac St-Pierre", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 26th of October, 1943.

The principal place of business of the said association will be at Nicolet, Province of Quebec.

4839 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Syndicat National des Employés Municipaux de Rivière-du-Loup, Incorporé", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 9th of November, 1943.

The principal place of business of the said association will be at Rivière-du-Loup, County of Témiscouata, P.Q.

4840 JEAN BRUCHESI,  
Under Secretary of the Province.

"THE NEW CARLTON LIMITED"

By-Law "C"

"That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to five."  
Montreal, 28th October, 1943.

4844-o PERCIVAL D. MARTIN,  
Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated November 12th, 1943, the By-laws 1 to 15 inclusively, as amended, and By-Law "AA" of "School for Handicapped Children" were approved pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, Chapter 276).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,  
ce 15 novembre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
4856 JEAN BRUCHESI.

"SCHOOL FOR HANDICAPPED CHILDREN"

Extrait des résolutions passées à une assemblée  
des directeurs et approuvées à une assemblée des  
membres le 29 juillet 1943, concernant l'augmen-  
tation du nombre des directeurs de cinq à six:

"Que le règlement N° 5 est amendé et se lit:  
"Les affaires de la compagnie seront gérées par  
un conseil d'administration de six directeurs."  
Certifié copie conforme.

Le président,  
S. A. MALONEY.

Le secrétaire,  
4857 M. MAYOFF, M.D.

La formation d'une société, sous le nom de  
"Syndicat National des Tanneurs et Corroyeurs  
Inc. de Saint-Hyacinthe", pour l'étude, la  
défense et le développement des intérêts écono-  
miques, sociaux et moraux de la profession, a été  
autorisée par le Secrétaire de la Province le 10  
novembre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Saint-  
Hyacinthe, dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
4858-0 JEAN BRUCHESI.

Dated at the office of the Provincial Secretary,  
this 15th of November, 1943.

JEAN BRUCHESI,  
4856-0 Under Secretary of the Province.

"SCHOOL FOR HANDICAPPED CHILDREN"

Excerpt from Resolutions passed at Meeting of  
Directors and approved at Meeting of Members,  
July 29th, 1943, concerning the increase of the  
number of Directors from five to six:

"That By-law No. 5 is amended to read "The  
affairs of the Company shall be managed by a  
Board of six directors."  
Certified correct copy.

S. A. MALONEY,  
President.

M. MAYOFF, M.D.,  
4857-0 Secretary.

The formation of an association, under the  
name of "Syndicat National des Tanneurs et  
Corroyeurs Inc. de Saint-Hyacinthe", for the  
study, defence and promotion of the economic,  
social and moral interests of the Profession, has  
been authorized by the Provincial Secretary,  
on November 10th, 1943.

The principal place of business of the associa-  
tion will be at Saint-Hyacinthe, in the Province  
of Quebec.

JEAN BRUCHESI,  
4858 Under Secretary of the Province.

Chartes—Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu  
de la première partie de la Loi des compagnies de  
Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941,  
et sujet à la responsabilité décrétée par l'article  
27 de ladite Loi, il a plu au procureur général  
et au ministre des affaires municipales, de l'indus-  
trie et du commerce, d'accepter l'abandon de  
la charte de la compagnie "Le Bazar (Incor-  
porée)", constituée en corporation par lettres  
patentes en date du cinq janvier 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente  
octobre 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt  
et un octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
P. FRENETTE.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu  
de la première partie de la Loi des compagnies  
de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941,  
et sujet à la responsabilité décrétée par l'article  
27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et  
au ministre des affaires municipales, de l'indus-  
trie et du commerce, d'accepter l'abandon de la  
charte de la compagnie "St. Pierre & Oliver,  
Limited", constituée en corporation par lettres  
patentes en date du 10 avril 1912.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente  
novembre 1943, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le quatre  
novembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
4867 P. FRENETTE.

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of  
the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter  
276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability  
enacted by article 27 of the said Act, the Attorney  
General and the Minister of Municipal Affairs,  
Trade and Commerce have been pleased to ac-  
cept the surrender of the charter of the company  
"Le Bazar (Incorporée)", incorporated by letters  
patent dated the fifth day of January, 1940.

Notice is also given that from and after the  
thirtieth day of October, 1943, the said Company  
shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General,  
this twenty-first day of October, 1943.

P. FRENETTE,  
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of  
the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter  
276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability  
enacted by article 27 of the said Act, the Attorney  
General and the Minister of Municipal Affairs,  
Trade and Commerce have been pleased to ac-  
cept the surrender of the charter of the company  
"St. Pierre & Oliver, Limited", incorporated  
by letters patent dated the tenth day of April,  
1912.

Notice is also given that from and after the  
thirtieth day of November, 1943, the said Com-  
pany shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General,  
this fourth day of November, 1943.

P. FRENETTE,  
4867-0 Assistant Deputy Attorney General

Compagnie dissoute

"ABBEVILLE GOLD MINES LIMITED"  
(No personal liability)

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, que la compagnie "Abbeville Gold Mines Limited" (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 janvier 1937, et ayant son siège social à Montréal, dans le district de Montréal, a été dissoute à compter du onze novembre 1943.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 15 novembre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
4843-0 JEAN BRUCHESI.

Company Dissolved

"ABBEVILLE GOLD MINES LIMITED"  
(No personal liability)

Notice is given, pursuant to the provisions of section 19 of the Act respecting the Voluntary Winding-up of Joint Stock Companies, that the company "Abbeville Gold Mines Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent bearing date January 11th, 1937, and having its head office at Montreal, in the District of Montreal, has been dissolved from and after the eleventh of November, 1943.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 15th of November, 1943.

JEAN BRUCHESI,  
4843 Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que MM. Léopold Paquin, cultivateur, de Nicolet; Charles Castonguay, cultivateur, de Causapsal; Aurèle Pelletier, cultivateur, de Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, cultivateur, de Saint-Carille de Wolfe; Omer-E. Milot, cultivateur, de Yamachiche; Simon Maltais, cultivateur, de Chicoutimi; Lucien Gendron, cultivateur, de Beauharnois; Delphis Marois, cultivateur, de Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, cultivateur, de Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, cultivateur, de Sainte-Edwidge de Compton; J.-Ferdinand Contant, cultivateur, de Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, cultivateur, de Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de Saint-Robert de Richelieu; s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux, sous le nom de "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs", ou "La Société Mutuelle D'Assurances Générales de L'U. C. C.", aux fins de réaliser les opérations d'assurance et de réassurance suivantes: contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents, d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Le siège social de ladite corporation sera situé à Montréal.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Léopold Paquin, farmer, of Nicolet; Charles Castonguay, farmer, of Causapsal; Aurèle Pelletier, farmer, of Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, farmer, of Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, farmer, of Yamachiche; Simon Maltais, farmer, of Chicoutimi; Lucien Gendron, farmer, of Beauharnois; Delphis Marois, farmer, of Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, farmer, of Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, farmer, of Sainte-Edwidge de Compton; J. Ferdinand Contant, farmer, of Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, farmer, of Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, farmer, of Saint-Robert de Richelieu; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and all those who may thereafter join them, under the name of "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de L'U. C. C.", in order to transact the following classes of insurance or reinsurance: damage of all kinds to property, accidents, automobile, public liability, against housebreaking or burglary, credit insurance, warranty, explosion, fire, against larceny, industrial, ocean marine, inland marine, interior transportation, livestock, agricultural equipment, plate-glass, sickness, leakage of pipes and water reservoirs with accessories thereto, including sprinkling leakage, electrical machinery, steam boiler, weather, including cyclones, tornadoes, water escape, earthquake and hail, against damage to property and person resulting from aircraft accidents, including damage to the aircraft, for loss caused by riot, civil commotion, invasion and war, or any other class of insurance except life insurance.

The head office of the said corporation shall be located in Montreal.

The corporation shall transact mutual insurance, with or without premium note with respect

quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Montréal, ce 23 octobre 1943.

Le Procureur des Pétitionnaires,  
4698-44-4-o J.-PAUL VERSCHELDEN, avocat.

to fire insurance, and insurance for a fixed or cash premium.

Montreal, October 23rd, 1943.

J.-PAUL VERSCHELDEN, barrister,  
4698-44-4-o Attorney for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que les soussignés, Emile Lavergne, laitier, Geo. Mercier, rentier, J. Antonio Héroux, manufacturier, tous trois contribuables de la cité de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls aux fins suivantes:

1. Augmenter le nombre des quartiers de trois à quatre en subdivisant le quartier N° 3 en deux, dont l'un (quartier N° 3) compris dans la limite de la paroisse St-Marc et l'autre (quartier N° 4) compris dans les limites de la paroisse du Christ-Roi.

2. Augmenter de six à huit le nombre des échevins.

Shawinigan Falls, 20 octobre 1943.

Le procureur des requérants,  
4712-44-4-o ALEX. BASTIEN.

Public notice is hereby given, that the undersigned: Emile Lavergne, milkman, Geo. Mercier, annuitant, J. Antonio Héroux, manufacturer, all three taxpayers of the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

1. To increase the number of Wards from three to four by subdividing Ward No. 3 into two, one of which (Ward No. 3) comprised within the limits of the Parish of St-Marc and the other (Ward No. 4) comprised within the limits of the Parish of Christ-Roi.

2. To increase the number of aldermen from six to eight.

Shawinigan Falls, October 20th, 1943.

ALEX. BASTIEN,  
4712-44-4 Attorney for Petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal s'adressera, au cours de la prochaine session, à la Législature, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'amender, plus particulièrement quant à ses pouvoirs, aux taux de contributions des membres, à la contribution de la Compagnie des Tramways de Montréal, et aux classes et montants des bénéfices à être payés, celle la constituant en corporation et ses amendements (4 Edouard VII, chapitre 102, 8 Edouard VII, chapitre 129, et 2 George V, chapitre 98), et d'abroger les règlements la gouvernant actuellement pour les remplacer par de nouveaux, approuvés par ses membres et par le Surintendant des Assurances de la province.

Montréal, 26 octobre, 1943.

Les avocats de la pétitionnaire,  
4776-45-4-o LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK.

Notice is hereby given that The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the coming session for the passing of an Act amending its charter (4 Edward VII, chapter 102, and its amending Acts, 8 Edward VII, chapter 129, and 2 George V, chapter 98), and this more particularly with respect to its powers, to the rates of contributions payable by members, to the contribution of the Montreal Tramways Company, and to the classes and amounts of benefits to be paid, and repealing the Rules and By-Laws presently in force in order to replace them by new By-Laws approved by its members and by the Superintendent of Insurance of the province.

Montreal, October 26th., 1943.

LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK,  
4776-45-4-o Attorneys for petitioner.

#### AVIS LÉGAL

Avis public est donné, par les présentes, que "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Hull, district de Hull, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet de refondre sa charte, 6 George V, chapitre 100, et mieux définir ses pouvoirs, généralement, et plus particulièrement mais sans limitation pour l'autoriser à:

a) Changer le nom de la corporation en celui de "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";

b) Étendre le territoire de ses opérations à toute la province de Québec et ailleurs;

c) Augmenter le nombre et la nature des risques;

d) Prendre toutes autres mesures jugées nécessaires ou utiles à la réalisation de ses fins.

Montréal, ce 8 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,  
4805-46-4-o FAUTEUX et MATHIEU.

#### LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", a body politic and corporate having its head office in the city of Hull, district of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act revising its charter, 6 George V, chapter 100, and better defining its powers, generally, and more particularly, but without limitation, to authorize it to:

a) Change the name of the corporation into that of "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";

b) Extend the field of its operations to the whole Province of Quebec and elsewhere;

c) Increase the number and the nature of the risks;

d) Take whatever other measures may be deemed necessary or useful to attain its ends.

Montreal, this 8th day of November 1943.

FAUTEUX and MATHIEU,  
4805-46-4-o Attorneys for the Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que demoiselle Harriet Duff Reid, fille majeure, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale pour

Public notice is hereby given that Miss Harriet Duff Reid, Spinster, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act authorizing and directing the Exec-

autoriser et ordonner à l'exécuteur et fiduciaire de la succession de son père, feu Sir Robert Gillespie Reid, en son vivant de ladite cité de Montréal, à lui faire de temps en temps des paiements ou remises à compte du capital de sa part dans le résidu de ladite succession.

Montréal, le 17 novembre 1943.

Les procureurs de la requérante,  
STAIRS, DIXON, CLAXTON, SENECAI  
4860-47-4-o & LYNCH-STAUTON.

utor and Trustee of the estate of her father, the late Sir Robert Gillespie Reid, in his lifetime of the City of Montreal, to make payments or deliveries to her from time to time on account of the capital of her share of the residue of the said estate.

Montreal, November 17, 1943.

STAIRS, DIXON, CLAXTON, SENECAI  
& LYNCH-STAUTON,  
4860-47-4-o Solicitors for Applicant.

## Département de l'Agriculture

### AVIS PUBLIC

Concernant la Société d'agriculture de la division "C" du comté de Portneuf.

Vu les dispositions de l'article 30 de la Loi des sociétés d'agriculture tel que modifié par la Loi 6 Geo. VI, chap. 41;

Attendu que la société d'agriculture de la division "C" du comté de Portneuf et les deux tiers au moins des cercles agricoles établis dans le territoire de ladite société d'agriculture, se sont conformés aux dispositions du susdit article 30;

Avis est par les présentes donné que le ministre de l'Agriculture a approuvé la résolution du bureau de direction de la société d'agriculture de la division "C" du comté de Portneuf, aux fins de décréter que ladite société se composera à l'avenir des cercles agricoles formés dans son territoire.

Québec, le 12 novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,  
4841-0 ADRIEN MORIN.

## Department of Agriculture

### PUBLIC NOTICE

Respecting the Agricultural Society of Division "C" of the County of Portneuf.

Seeing the provisions of section 30 of the Agricultural Societies Act as amended by the Act 6 Geo. VI, chap. 41;

Whereas the Agricultural Society of Division "C" of the County of Portneuf and at least the two thirds of the farmers' clubs established in the territory of the said Agricultural Society have complied with the provisions of aforesaid section 30;

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has approved the resolution of the Board of Directors of the Agricultural Society of Division "C" of the County of Portneuf, for the purpose of enacting that the said Society shall, in future, consist of the farmers' clubs formed in its territory.

Quebec, November 12th, 1943.

ADRIEN MORIN,  
4841 Acting Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Agriculture Industrie laitière

### COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

#### Ordonnance N° 15-E-43

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 13 octobre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;

#### LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.
2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.
3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait reçu de ceux-ci depuis le 16 novembre

## Department of Agriculture Dairy Industry

### DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

#### Order No. 15-E-43

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, October 13, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne;

#### IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne.
2. The region of Saint Jerome, in the county of Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.
3. Any pasteurized-milk dealer must pay to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he has received from them since

1943, et à être reçu à compter de la mise en vigueur de la présente ordonnance, \$2.55 F.A.B. la place d'affaires dudit marchand et tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait reçu de ceux-ci depuis le 16 novembre 1943, et à être reçu à compter de la mise en vigueur de la présente ordonnance, \$2.65 F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de St-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance N° 15-E-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 septembre 1942, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
4863-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 71-E-43

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 16 novembre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 2.30 heures p.m.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rigaud;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rigaud.

2. La région de Rigaud comprend la corporation de la ville de Rigaud et la municipalité de la paroisse de Ste-Madeleine de Rigaud, toutes deux dans le comté de Vaudreuil.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rigaud, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

the 16th day of November last (1943) and to be received after the publication of the present Order, \$2.55 F.O.B. business place of said dealer and any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he has received from them since the 16th day of November last (1943), and to be received after the publication of the present Order, \$2.65 F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five and half cents a pint and ten cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of St. Jerome, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 15-E-42 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated September 26, 1942, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
4863-o Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 71-E-43

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, November 16th, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 2.30 o'clock in the afternoon.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rigaud;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rigaud.

2. The region of Rigaud includes the Corporation of the city of Rigaud and the municipality of the parish of Ste-Madeleine de Rigaud, both in the county of Vaudreuil.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Rigaud, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ, commissaire,  
GILBERT MACMILLAN, "

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission  
4864-o de l'Industrie Laitière.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to thirty-two cents a gallon.

The present order comes into force the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr ÉMILE NADEAU, president,  
JULES CÔTÉ, commissioner,  
GILBERT MACMILLAN, "

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary Dairy  
4864-o Industry Commission.

## Département de l'Instruction publique

N° 524-43.

Québec, le 15 novembre 1943.

### DÉLIMITATION DE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "la municipalité scolaire de Saint-Nil", dans le comté de Matane, qui comprendra le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 31 à 42 inclusivement des rangs X et XI du canton de Tessier; les lots 10 à 43 inclusivement des rangs XII et XIII du même canton et les lots 10 à 21 inclusivement du rang XIV du même canton. 4861-47-2-o

N° 1016-40

Québec, le 15 novembre 1943.

### DÉLIMITATION DE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Bruno, comté de Champlain, les lots 243 et 244 du cadastre officiel de St-Bruno et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Basile-le-Grand, même comté. 4862-47-2-o

## Department of Education

No. 524-43.

Quebec, November 15th, 1943.

### DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "the School Municipality of Saint-Nil", in the County of Matane, which will comprise the territory hereinafter described, to wit:

Lots 31 to 42 inclusively of Ranges X and XI of the Township of Tessier; lots 10 to 43 inclusively of Ranges XII and XIII of said township and lots 10 to 21 inclusively of Range XIV of the said township. 4861-47-2

No. 1016-40

Quebec, November 15th, 1943.

### DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Bruno, County of Champlain, lots 243 and 244 of the official cadastre for St-Bruno and to annex the same to the school municipality of St-Basile-le-Grand, said County. 4862-47-2

## Département du Travail

### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de St-Jean et d'Iberville lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville. On demande:

Que le paragraphe "c" suivant soit ajouté à l'article III:

"c. Nonobstant les dispositions du paragraphe "a" du présent article, la durée des heures de travail doit être de 9.00 a.m. à 9.00 p.m., les deux jours précédant les veilles de Noël et du Premier de l'An."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre

## Department of Labour

### NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of St. John and Iberville has presented to him a petition to modify the decree number 3011, of November 6, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the city of St. John and the town of Iberville. It is requested:

That the following subsection "c" be added to section III:

"c.—Notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, the duration of labour shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m. on the two days preceding the eves of Christmas and New Year's Day."

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister

du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 20 novembre, 1943. 4850-0

#### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de Saint-Hyacinthe, lui a présenté une requête d'un certain nombre de coiffeurs et coiffeuses pour dames de Drummondville à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de St-Hyacinthe. Ils demandent:

1.—Que les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, Zone II, paragraphe "a" de l'article IV, soient remplacées par les suivantes, en ce qui concerne le lundi:

"Le lundi . . . . . de 9.00 a.m. à 1.00 p.m."

2.—Que les mots "le Vendredi-Saint jusqu'à midi" soient ajoutés au paragraphe "e" de l'article X, à la suite des mots "Les dimanches et fêtes d'obligation".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 20 novembre, 1943. 4851-0

#### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 561, du 11 mars 1942 et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1.—Que le taux de "\$0.28" mentionné pour la catégorie "Raineuses" (Machine à rainer les divisions), paragraphe "b" de l'article II, soit remplacé par le taux de "\$0.35".

2.—Que le taux de "\$0.28" mentionné pour la catégorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emportepièce, machine à rainer verticale), paragraphe "b" de l'article II, soit remplacé par le taux de "\$0.35".

3.—La catégorie suivante sera ajoutée au paragraphe "b" de l'article II, à la suite de la catégorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emportepièce, machine à rainer verticale):

	Premier semestre	Après 6 mois d'emploi
"Receveuses et fournisseuses	0.22	0.28"

4.—Que le taux de "\$0.33" mentionné dans le paragraphe "d" de l'article II pour les catégories "Raineuses" et "Mécaniciennes" (Coupeur de

of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 20, 1943. 4850-0

#### NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of St. Hyacinthe District has presented to him a petition from male and female ladies' hairdressers of Drummondville to modify the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in St. Hyacinthe district. They request:

1.—That the hours of labour for ladies' hairdressers, male and female, Zone II, subsection "a" of section IV, be replaced by the following, inasmuch as Monday is concerned:

"On Monday . . . . . from 9.00 a.m. to 1.00 p.m."

2.—That the words "Good Friday, until 12.00 (noon)," be added to subsection "e" of section X, after the words "On Sundays and holidays".

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 20, 1943. 4851-0

#### NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 561, of the 11th of March, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec, have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

1.—That the rate of "\$0.35" be substituted to the rate of "\$0.28" actually mentioned for the category "Operators" (Partition Slotting Machine), subsection "b" of section II.

2.—That the rate of "\$0.35" be substituted to the rate of "\$0.28" actually mentioned for the category "Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down), subsection "b" of section II.

3.—That the following category be added to subsection "b" of section II, after the category "Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down):

	First 6 months	After 6 months employment
"Tailers and feeders . . .	0.22	0.28"

4.—That the rate of "\$0.40" be substituted to the rate of "\$0.33" actually mentioned for the categories "Operators" (Partition Slotting Ma-

coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer verticale), soit remplacé par le taux de "\$0.40".

5.—La catégorie suivante sera ajoutée au paragraphe "d" de l'article II, à la suite de la catégorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer verticale):  
"Receveuses et fournisseuses. . . . . 0.33"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 novembre 1943. 4852-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, relatif à l'industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane, de la façon suivante:

Que les mots "excepté le comté de Laviolette" soient ajoutés à la suite des mots "le district judiciaire de Québec" apparaissant dans le premier alinéa de l'article III.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 20 novembre 1943. 4853-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 987, du 24 avril 1941 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret par l'addition des dispositions suivantes:

L'article XVIII-A sera ajouté:

"XVIII-A.—Indemnité de vie chère:—1.—A compter de la première période de paie se terminant après le 1er septembre 1943, tous les employeurs doivent verser à leurs salariés assujettis au présent décret (autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque rang comparable), une indemnité de vie chère du temps de guerre tel qu'ordonné par jugement du Conseil national du Travail en temps de guerre daté du 29 septembre, 1943, basée sur la hausse de l'indice révisé du coût de la vie de juillet 1942 (117.0) sur l'indice révisé de janvier 1941 (107.4), soit 9.6 points ou 9.6% (\$2.40 par semaine), le tout subordonné aux ajustements subséquents requis par une ordonnance générale du

chine) and (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down), in subsection "d" of section II.

5.—That the following category be added to subsection "d" of section II, after the category "Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down):

"Tailers and feeders. . . . . 0.33"

During the thirty days from the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 20, 1943. 4852-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec has presented to him a petition requesting the following modification to decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane:

That the words "excluding the county of Laviolette" be added after the words "the judicial district of Quebec" mentioned in the first paragraph of Section III.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 20, 1943. 4853-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 987, of April 24th, 1941 and amendments, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, have presented to him a petition to the effect to modify the said decree by the addition of the following provisions:

Section XVIII-A shall be added:

"XVIII-A.—Cost of living bonus:—1.—Effective from the first payroll period ending after September 1st, 1943, all employers shall pay to their employees governed by the present decree (other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks) a weekly wartime cost of living bonus as directed by judgment of the National War Labour Board rendered on September 29th, 1943, based on the rise of the adjusted cost of living index number for July 1942 (117.0) above the adjusted cost of living index number for January 1941 (107.4), amounting to 9.6 points or 9.6%, or \$2.40, the whole subject to any subsequent adjustment as

Conseil national du travail en temps de guerre émise en conformité avec les dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre C.P. 5963, reproduites ci-dessous au paragraphe "3" du présent article.

2.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paye, lors de la remise du salaire pour cette période.

3.—Le chiffre de l'indemnité est variable et sera modifié conformément aux ordonnances générales émises par le Conseil national du travail en temps de guerre, le ou avant le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, selon les fluctuations dans l'indice du coût de la vie, de la façon suivante :

Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de :

a) vingt-cinq cents par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés touchant un salaire hebdomadaire de vingt-cinq dollars ou plus, et

b) un pour cent du salaire hebdomadaire pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars et pour toutes les salariées touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars;

c) le montant de l'indemnité ne doit être modifié que si l'indice du coût de la vie a varié d'un point entier ou davantage depuis la dernière ordonnance générale du Conseil national du travail en temps de guerre exigeant l'augmentation ou la diminution du montant de telle indemnité.

4.—L'indemnité n'est versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Nul employeur ne doit payer à un salarié une indemnité de vie chère pour le travail accompli ou la rémunération gagnée durant les surtemps.

5.—Lorsque, durant une semaine, un salarié fournit une période de travail inférieure au nombre normal des heures ouvrables de cette semaine, surtemps non compris, l'indemnité de vie chère à payer à ce salarié doit être cette portion de l'indemnité de vie chère payable pour la semaine entière qui aura été établie suivant la proportion que représente le nombre des heures de travail réellement fournies par le salarié par rapport au nombre normal d'heures ouvrables de la semaine."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 20 novembre 1943. 4869-0

#### AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par monsieur Alphonse L. Auger, entrepreneur général, 990 St-Maurice, Trois-Rivières, à l'effet d'être admis comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1658, du 19 avril 1940 et amendements, relatif aux

required by General Order of the National War Labour Board issued in accordance with the provisions of the Wartime Wages Control Order P. C. 5963, as provided hereafter in subsection "3" of the present section.

2.—The cost of living bonus shall be payable for each payroll period, at the same time as wages are paid for such period.

3.—The amount of the said bonus is variable and shall be modified pursuant to general orders enacted by the National War Labour Board, on or before the 15th day of the months of February, May, August and November of each year, according to the changes in the cost of living index, in the following manner :

For each rise or fall of one point in the index, the increase or the decrease of the bonus shall be :

a) twenty-five cents per week for all adult male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25. or more, and

b) one per cent of the basic weekly wage rates for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25. and for female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.;

c) the amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living index number has changed one whole point or more since the last general order of the National War Labour Board requiring an increase or decrease in the amount thereof.

4.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. No employer shall pay a cost of living bonus to an employee in respect of work performed or wages earned during overtime.

5.—Where an employee works less than the normal number of working hours in a week, not including overtime, the cost of living bonus to be paid to him in respect of such week shall be that proportion of the cost of living bonus payable with respect to the whole of such week which the number of hours he actually worked is to the normal number of working hours in the week."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 20, 1943. 4869-0

#### NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by Mr. Alphonse L. Auger, general contractor, 990 St. Maurice, Trois-Rivières, to the effect to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1658, of the 19th of April 1940 and amendments,

métiers du bâtiment dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champlain et Trois-Rivières.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 20 novembre 1943. 4870-0

relating to the building trades in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Lavolette, Champlain and Trois-Rivières.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, November 20, 1943. 4870-0

**Département du Trésor**  
**Assurances**

**Department of Treasury**  
**Insurance**

**AVIS DE FORMATION DE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU**

**NOTICE OF FORMATION OF A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY**

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier, dans le comté de Berthier, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 299 des Statuts refondus de Québec, 1941, et que 103 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$354,805.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier", in the county of Berthier, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 299 of Revised Statutes of Quebec, 1941, and that 103 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$354,805.

Donné conformément au dit article 59, ce quinzième jour de novembre mil neuf cent quarante-trois.

Given pursuant to the said Article 59, this fifteenth day of November one thousand nine hundred and forty-three.

Le secrétaire,  
J.-A. BOIVIN.  
Le président,  
J.-WILFRID BARRETTE.  
4859-0

J. A. BOIVIN,  
Secretary.  
J. WILFRID BARRETTE,  
President.  
4859-0

**Lettres patentes par Proclamation**

**Letters Patent by Proclamation**

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]  
EUG. Fiset

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux que les présentes lettres concernent ou qui les verront,—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETINGS.

ATTENDU que, par les lois des compagnies de télégraphe et de téléphone, (chapitres 297 et 298 S.R.Q. 1941), il est entre autres choses statué:

WHEREAS, by the Telegraph and Telephone Companies Acts, (chapters 297 and 298 R.S.Q., 1941), it is, amongst other things, enacted:

QUE trois personnes majeures au moins peuvent, avec l'approbation du Ministre des Travaux publics, s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à construire une ou des lignes de téléphone électrique avec des embranchements et à louer et acquérir en totalité ou en partie une ligne déjà construite;

THAT any number of persons of the age of majority, not less than three, may, with the approval of the Minister of Public Works, apply to the Lieutenant-Governor in Council, and obtain a charter authorizing them to build a line or lines of electric telephone with branches and to lease and acquire in whole or in part a line already constructed;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants par Lettres Patentes sous le grand sceau une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans la requête;

WHEREAS, upon the report of the Minister of Public Works, the Lieutenant-Governor in Council may grant the petitioners by letters patent under the Great Seal, a charter to incorporate them as a corporation for the purposes mentioned in the petition;

ATTENDU que les personnes ci-après désignées ont demandé par requête une charte qui les constitue en corporation pour les objets ci-après décrits;

WHEREAS the persons hereinafter designated have applied, by petition, for a charter to incorporate them into a corporation for the purposes hereinafter described;

ATTENDU que sur le rapport du Ministre des Travaux publics, un arrêté en conseil numéro 3187 a été passé le 27<sup>ième</sup> jour d'octobre 1943, octroyant au Révérend Isidore Pelletier, prêtre, curé, et à MM. Irenée Leclerc, cultivateur, Jean Vachon, journalier, Joseph Pouliot, secrétaire-trésorier municipal, Wilfrid Bisier, contracteur, François Fortin, maire et négociant, et Octave Bisson, cultivateur, tous de St-Luc, comté de Dorchester, une charte les constituant en corporation sous le nom de "La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée."

ATTENDU que lesdites personnes ont rempli les formalités prescrites pour l'obtention de la charte demandée et que les objets de l'entreprise de la compagnie projetée sont de ceux pour lesquels le Lieutenant-Gouverneur peut accorder une charte;

À CES CAUSES, nous avons, en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par les lois des compagnies de télégraphe et de téléphone mentionnées ci-dessus, octroyé la présente charte constituant en corporation les personnes suivantes, savoir:

Révérend Isidore Pelletier, prêtre, curé, Irenée Leclerc, cultivateur, Jean Vachon, journalier, Joseph Pouliot, secrétaire-trésorier municipal, Wilfrid Bisier, contracteur, François Fortin, maire et négociant, et Octave Bisson, cultivateur, tous de St-Luc, comté de Dorchester, ainsi que les autres personnes qui sont ou deviendront actionnaires de la compagnie et ce pour les objets suivants:

Exploiter une ligne de téléphone électrique dans les limites de la paroisse de St-Luc, de construire une ou des lignes de téléphone électrique, avec des embranchements y conduisant, ou en divergeant;

Le nom de la compagnie constituée en corporation sera "La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée."

Les opérations de la compagnie seront conduites dans la municipalité de St-Luc, comté de Dorchester;

Le capital de la compagnie est de mille dollars (\$1,000.00);

Le montant de chaque action est de cinquante dollars (\$50.00);

Lesdits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,  
4868-o JEAN BRUCHESI.

WHEREAS upon the report of the Minister of Public Works, an Order In Council No. 3187 was passed on the 27th day of October, 1943, granting to the Reverend Isidore Pelletier, Parish Priest, and to Messrs. Irenée Leclerc, farmer, Jean Vachon, laborer, Joseph Pouliot, municipal secretary treasurer, Wilfrid Bisier, contractor, François Fortin, mayor and trader, and Octave Bisson, farmer, all of St-Luc, county of Dorchester, a charter incorporating them as a corporation under the name of "La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée."

WHEREAS the said persons have observed the formalities required for the obtaining of the charter applied for, and that the purposes of the undertaking of the proposed company are such that the Lieutenant-Governor may grant a charter;

THEREFORE, We have, in virtue of the powers to Us granted by the Acts respecting Telegraph and Telephone Companies hereinabove mentioned, granted the present charter incorporating as a corporation the following persons, to wit:

Reverend Isidore Pelletier, Parish Priest, Irenée Leclerc, farmer, Jean Vachon, laborer, Joseph Pouliot, municipal secretary treasurer, Wilfrid Bisier, contractor, François Fortin, mayor and trader, and Octave Bisson, farmer, all of St-Luc, county of Dorchester, and also the other persons who are or who may become shareholders of the company, and such, for the following purposes:

To operate an electric telephone line within the limits of the Parish of St-Luc, to build one or more electric telephone lines, with branches leading thereto or therefrom;

The name of the company incorporated as a corporation will be "La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée."

The operations of the company will be conducted in the Municipality of St-Luc, county of Dorchester;

The capital stock of the company is one thousand dollars (\$1,000);

The amount of each share is fifty dollars (\$50);

The said petitioners will be the first directors or provisory directors of the company.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,  
4868 Under Secretary of the Province.

### Liquidation—avis de

Avis public est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des sociétaires de la Caisse Populaire d'Issoudun, dûment convoquée

### Winding up Notice

Public notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire d'Issoudun", duly called and held on

et tenue le 30 septembre 1943, la liquidation de la dite caisse a été votée et Messieurs Marcel Lemay et Désiré Bédard, d'Issoudun, Lotbinière, et Monsieur Paul Émond, 50, Côte du Passage, Lévis, ont été nommés liquidateurs.

Issoudun, Co. Lotbinière, ce quatrième jour d'octobre 1943.

Les liquidateurs de la Caisse Populaire d'Issoudun, Lotbinière,  
4842-o par: PAUL ÉMOND.

the 30th of September, 1943, the liquidation of the said "Caisse" has been voted and that Messrs. Marcel Lemay and Désiré Bédard, of Issoudun, Lotbinière, and Mr. Paul Émond, 50 Côte du Passage, Lévis, have been appointed liquidators.

Issoudun, Co. Lotbinière, this fourth day of October, 1943.

The Liquidators of La Caisse Populaire d'Issoudun, Lotbinière,  
4842 per: PAUL ÉMOND.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil par M. Charles-Auguste Emond, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.-Arthur Couture, en son vivant, notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 23 octobre 1943.  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
4695-44-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par monsieur J.-Cyprien Sawyer, notaire, demeurant et pratiquant à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Zacharie Forest, en son vivant notaire à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, ce 25 octobre 1943.  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
4701-44-5-o JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Joseph-Léonidas Beaudet, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Narcisse Forest, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, ce 27 octobre 1943.  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
4719-44-5-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Charles Auguste Emond, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. J. Arthur Couture, in his lifetime, notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, October 23, 1943.  
JEAN BRUCHESI,  
4695-44-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-Cyprien Sawyer, notary, residing and practising at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Zacharie Forest, in his lifetime, notary at Trois-Rivières, judicial District of Trois-Rivières.

Québec, October 25th, 1943.  
JEAN BRUCHESI,  
4701-44-5 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Léonidas Beaudet, notary, residing and practising at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Narcisse Forest, retired notary, who practised at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Québec, October 27, 1943.  
JEAN BRUCHESI,  
4719-44-5 Under Secretary of the Province.

Notarial Minutes

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

KAMOURASKA

Cour Supérieure.—District de Kamouraska  
N° 15683 } J. B. LAVOIE, Avocat, de la  
                  } Cité de Rivière du Loup,  
demandeur; vs DONAT LÉVESQUE, de St-Émile d'Aclair, défendeur.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

Superior Court.—District of Kamouraska  
No. 15683 } J. B. LAVOIE, advocate, of the  
                  } city of Rivière-du-Loup,  
plaintiff; vs DONAT LÉVESQUE, of St-Émile d'Aclair, defendant.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante (50) du douzième rang (12) du canton Auclair dans le Comté de Témiscouata, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu MARDI, le SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de St-Émile d'Auclair.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
Rivière du Loup, 27 octobre 1943. E. A. DOUCET.  
4730-44-2-0  
[Première publication, 30 octobre 1943]

### MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME FORTUNATE  
N° 220924 } L E S C A R B E A U,  
épouse contractuellement séparée de biens d'Eugène Normandeau, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ALBERT PÉLOQUIN, défendeur.

"Un lot de terre situé au Parc Molson, connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro deux cent huit, (208-8) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2143 et 2145 de la rue des Carrières, à Montréal."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUX DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$390. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Louis Cousineau, en date du 26 octobre 1943.

Bureau du shérif, Le shérif,  
Montréal, 25 octobre 1943. L. P. CAISSE.  
4711-44-2-0  
[Première publication, 30 octobre 1943]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

C.S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME ARMANDINE  
N° 219583 } D E L O R M E, épouse  
séparée de biens de J.-Eustache Lamarche, en sa qualité d'exécutrice testamentaire et de légataire universelle résiduaire de la succession de feu Hormisdas Delorme, ledit J.-Eustache Lamarche, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ARCHAMBAULT DESY, défendeur.

"Un lot de terre ayant front sur le chemin public ou Blvd Gouin dans la ville de Montréal-Nord, portant le numéro 5 de la subdivision officielle du lot trente-quatre (34-5) des plan et livre de renvois officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant vingt-huit pieds de largeur (28) sur la rivière des Prairies, quarante-six pieds (46) de largeur sur le chemin public ou boulevard Gouin, sur deux cent trente-huit pieds (238) de profondeur dans sa ligne sud-ouest et deux cent vingt pieds (220) de profondeur dans sa ligne nord-est ayant une superficie totale de huit mille deux cent quarante-quatre pieds (8,244), mesure anglaise, plus ou moins, avec maison portant numéro civique 5089 Blvd Gouin, tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble."

"A lot of land known and designated under number fifty (50) of Range twelve (12) of the Township of Auclair, in the County of Temiscouata—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold on TUESDAY, the SEVENTH day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of St-Émile d'Auclair.

Sheriff's Office, E. A. DOUCET,  
Rivière-du-Loup, October 27th, 1943. Sheriff.  
4730-44-2  
[First publication, October 30th, 1943]

### MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME FORTUNATE  
No. 220924 } L E S C A R B E A U, wife  
separate as to property by marriage contract of Eugène Normandeau, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ALBERT PÉLOQUIN, defendant.

A lot of land situate at Molson Park, known and designated under number eight of the official subdivision of lot number two hundred and eight (208-8) on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte Visitation, measuring twenty-five feet in width by one hundred and seven feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic Nos. 2143 and 2145 des Carrières street, Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$390 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated the 26th October, 1943.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, October 25, 1943. Sheriff.  
4711-44-2  
[First publication, October 30, 1943]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

S.C.—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME ARMANDINE  
N° 219583 } D E L O R M E, wife  
separate as to property of J. Eustache Lamarche, in her quality of testamentary executrix and universal residuary legatee to the estate of the late Hormisdas Delorme, the said J. Eustache Lamarche, to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ARCHAMBAULT DESY, defendant.

"A lot of land fronting on the public road or Gouin Blvd. in the town of Montreal-North, bearing number 5 of the official subdivision of lot thirty-four (34-5) of the official plan and book of reference for the parish of Sault-aux-Récollets, measuring twenty-eight (28) feet in width on the des Prairies river, forty-six (46) feet in width on the public road or Gouin boulevard, by two hundred and thirty-eight (238) feet in depth in its southwest line and two hundred and twenty (220) feet in depth in its north-east line, containing a total area of eight thousand two hundred and forty-four feet (8,244), English measure, more or less, with a house, bearing civic number 5089 Gouin Blvd., as the whole presently subsists, with the active, passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROIS DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
 Montréal, 16 novembre 1943. L.-P. CAISSE.  
 4854-47-2-0  
 [Première publication, 20 novembre 1943]

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-THIRD of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
 Montreal, November 16th, 1943. Sheriff.  
 4854-47-2  
 [First publication, November 20th, 1943]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure.—District de Montréal  
 Montréal, à savoir: } THE MUTUAL LIFE  
 222095 } ASSURANCE CO. OF  
 CANADA, demanderesse; vs JOHN HERSON,  
 défendeur.

Ce certain emplacement formant l'angle sud-ouest de la rue Sherbrooke ouest et de l'avenue Kensington, en la cité de Westmount, étant composé du lot numéro quarante-cinq et de la partie sud-est du lot numéro quarante-six, au plan de subdivision officiel du lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278-45 et ptie S.E.46) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, cette partie dudit lot de subdivision numéro quarante-six mesurant quatre pieds et huit pouces dans sa ligne de côté nord-est le long de ladite avenue Kensington et dix-neuf pieds et six pouces dans sa ligne de côté sud-ouest par une profondeur de cent quatorze pieds dans sa ligne nord-ouest le long de ladite rue Sherbrooke ouest et cent treize pieds et un pouce dans sa ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné au nord-ouest par ladite rue Sherbrooke-ouest, au sud-est par ledit lot de subdivision numéro quarante-cinq, au nord-est par ladite avenue Kensington, et au sud-ouest par une partie du lot originaire numéro deux cent soixante-deux, auxdits plan et livre de renvoi officiels; le tout avec la maison d'appartements dessus érigée.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$5,395 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Casgrain, en date du 12 novembre 1943.

Bureau du shérif, Le shérif,  
 Montréal, 16 novembre 1943. L.-P. CAISSE.  
 4855-47-2  
 [Première publication, 20 novembre 1943]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure  
 District de Rimouski, } JEAN BELLAVANCE,  
 N° 7049/21 } St-Fabien; vs EL-  
 ZÉAR BÉLANGER, Rimouski, savoir:

Parties des lots Nos 2 et 3 au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 90 pieds de front sur la rue et 73 en arrière, par 300 de profondeur, mesure anglaise, borné au sud au chemin, à l'ouest à Jos. Côté, au nord et à l'est à François Dumais, avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances, à charge de la rente foncière en faveur de François Dumais au montant de \$30. par année.

Pour être vendus, au bureau du shérif, Palais de Justice, Rimouski, le VINGT ET UN DÉCEMBRE prochain, 1943, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,  
 Rimouski, 16 novembre 1943. CHS D'ANJOU.  
 4865-47-2-0  
 [Première publication, 20 novembre 1943]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court.—District of Montreal  
 Montreal, to wit: } THE MUTUAL LIFE  
 222095 } ASSURANCE CO.  
 OF CANADA, plaintiff; vs JOHN HERSON,  
 defendant.

That certain emplacement forming the South West corner of Sherbrooke Street West and Kensington Avenue, in the City of Westmount, being composed of lot number forty-five and of the South East part of lot number forty-six, upon the official subdivision plan of lot number two hundred and seventy-eight (278-45 and S.E.Pt.46), upon the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring, that part of said subdivision lot number forty-six, four feet and eight inches in its north east side line, along said Kensington Avenue and nineteen feet, six inches in its South West side line by a depth of one hundred and fourteen feet in its north-west line, along said Sherbrooke Street West, and one hundred and thirteen feet and one inch, in its South-East line, English Measure and more or less, and being bounded, to the North-West, by said Sherbrooke Street West, to the South-East by said Subdivision lot number forty-five, to the North East by said Kensington Avenue, and to the South West by part of original lot number two hundred and sixty-two, upon the said official plan and book of reference; the whole with the apartment house thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$5,395.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Casgrain, dated November 12th, 1943.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
 Montreal, November 16th, 1943. Sheriff.  
 4855-47-2-0  
 [First publication, November 20th, 1943]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court  
 District of Rimouski, } JEAN BELLAVANCE,  
 No. 7049/21 } St. Fabien; vs EL-  
 ZÉAR BÉLANGER, Rimouski, to wit:

Part of lots Nos. 2 and 3 of the official cadastre of the Town of Rimouski, being a lot of land 90 feet in front on the street and 73 feet in rear, by 300 in depth, English measure, bounded on the South by the road, on the West by Jos. Côté, on the North and East by François Dumais—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a ground rent in favour of François Dumais to the amount of \$30 per annum.

To be sold, at the Sheriff's Office, Court House, Rimouski, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS D'ANJOU,  
 Rimouski, November 16, 1943. Sheriff.  
 4865-47-2  
 [First publication, November 20, 1943]

## Commission du salaire minimum

## Minimum Wage Commission

## AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 33, 1943, de la Commission du salaire minimum, concernant le commerce d'alimentation en gros (district de Québec), telle qu'amendée le 15 octobre 1943, et dont le texte suit, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3490 du 19 novembre 1943.

## COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 33, 1943  
telle qu'amendée le 15 octobre 1943

COMMERCE D'ALIMENTATION EN GROS  
(District de Québec)

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance N° 33, 1943, ce qui suit:

## PREMIÈRE PARTIE

## APPLICATION ET CATÉGORIES

1 *Minimum*:—Quel que soit le mode d'emploi, le salaire minimum auquel ont droit, pour chaque période de travail, les salariés ci-après désignés de l'un ou l'autre sexe, et les autres conditions de travail à observer, sont ceux que la présente ordonnance fixe et détermine.

2 *Maximum*:—Le salaire maximum ci-après établi est le salaire le plus élevé que l'employeur puisse payer en vertu du décret fédéral régissant les salaires en temps de guerre (C.P. 5963), conformément à une décision du Conseil régional du travail en temps de guerre de la province de Québec.

Cependant l'employeur qui au 15 novembre 1941 payait pour un emploi, un salaire plus élevé que le salaire maximum ci-après établi ou qui a été ou sera autorisé par ledit Conseil à payer un salaire supérieur à tel maximum, doit, en vertu dudit décret, continuer à payer tel salaire supérieur.

3 *Application*:—La présente ordonnance régit les employeurs et les salariés des établissements ci-après, situés dans le territoire mentionné à l'article six, savoir:

a) les établissements faisant le commerce en gros des produits d'alimentation de toute nature, tels que: épicerie, poisson, oeufs, beurre, fromage, viande, fruits, légumes, marinades, thé, café, etc.;

b) les établissements faisant le commerce en gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail;

c) les établissements fabriquant des aliments du bétail;

d) les établissements faisant pour rémunération, l'entreposage des produits d'alimentation, du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail.

4 *Aliments du bétail*:—Ce terme a le sens que lui donne la Loi des aliments du bétail (S.R.C., 1927, c. 67 et amendements).

5 *Exceptions*:—La présente ordonnance ne régit pas les employeurs et les salariés des établissements ne faisant l'une des opérations ci-haut décrites que pour les fins de leur entreprise

## NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that Ordinance number 33, 1943, of the Minimum Wage Commission, concerning wholesale foodstuffs (district of Quebec), as amended on October 15th, 1943, and the text of which follows, has been approved by Order-in-Council number 3490 of November 19, 1943.

## MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 33, 1943  
as amended on October 15, 1943

WHOLESALE FOODSTUFFS  
(District of Quebec)

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance No. 33, 1943, the following:

## PART ONE

## APPLICATION AND CATEGORIES

1 *Minimum*:—Whatever the basis of employment, the minimum wage to which are entitled, for each period of work, the male and female employees hereinafter designated, and the other conditions of work to be observed, are those fixed and determined by the present Ordinance.

2 *Maximum*:—The maximum wage hereinafter fixed is the highest wage which an employer may pay under the federal Wartime Wages Control Order (P.C. 5963), in compliance with a finding and direction of the Regional War Labour Board for the Province of Quebec.

However, an employer paying for a certain work, as of November 15th, 1941, a higher wage than the maximum wage hereinafter fixed, or who has been or shall be authorized by the said Board to pay a wage higher than the said maximum, must, in pursuance of said Order, continue to pay said higher wage.

3 *Application*:—The present Ordinance governs employers and employees of the following establishments, situated in the territory described at section six, to wit:

a) establishments carrying on a wholesale trade of foodstuffs of all kinds, such as: groceries, fish, eggs, butter, cheese, meat, fruits, vegetables, pickles, tea, coffee, etc.;

b) establishments carrying on a wholesale trade of hay, flour, grain and feeding stuffs;

c) establishments manufacturing feeding stuffs;

d) establishments storing for remuneration foodstuffs, hay, flour, grain or feeding stuffs.

4 *Feeding stuffs*:—These words mean feeding stuffs as defined in the Feeding Stuffs Act (R.S.C., 1927, c. 67 and amendments).

5 *Exceptions*:—The present Ordinance does not govern employers and employees of establishments carrying on one of the operations hereinafter described only for the purposes of their

principale, distincte de celle des établissements mentionnés à l'article trois.

**6 Territoire d'application:**—La présente ordonnance régit les employeurs et les salariés desdits établissements situés dans la cité de Québec, les villes de Lévis, Québec-Ouest et Lauzon.

**7 Catégories:**—Lesdits salariés sont répartis en catégories comme suit:

**Catégorie I:**—comptables et salariés du personnel de maîtrise ayant un rang supérieur à celui de contremaître général;

**Catégorie II:**—caissiers;

**Catégorie III:**—messagers de bureau;

**Catégorie IV:**—autres employés de bureau;

**Catégorie V:**—contremaîtres généraux et chefs-expéditeurs;

**Catégorie VI:**—assistants-contremaîtres généraux, assistants-chefs-expéditeurs, chefs de département, conditionneurs de beurre, conditionneurs de fromage et classificateurs d'œufs;

**Catégorie VII:**—manipulateurs de marchandises non déballées et charcutiers;

**Catégorie VIII:**—salariés masculins manipulant des effets déballés, découpant du beurre, enveloppant du beurre ou empaquetant des œufs;

**Catégorie IX:**—mécaniciens de machines fixes et chauffeurs (aides-mécaniciens);

**Catégorie X:**—conducteurs de véhicules automobiles;

**Catégorie XI:**—aides des conducteurs de véhicules automobiles;

**Catégorie XII:**—charretiers et hommes de cour;

**Catégorie XIII:**—aides des charretiers;

**Catégorie XIV:**—plumeurs de volailles ou d'autres oiseaux de basse-cour;

**Catégorie XV:**—hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaies (autres que des machines fixes);

**Catégorie XVI:**—salariés non autrement visés.

**8 Salarié surnuméraire:**—Ce terme désigne

a) un salarié des catégories VII (manipulateurs), VIII (manipulateurs), XI (aides des conducteurs de véhicules automobiles) et XVI (non autrement visés), n'ayant pas travaillé en une semaine trente-cinq heures durant les heures normales de travail; et

b) un salarié de la catégorie XIII (aides des charretiers) n'ayant pas travaillé en une semaine trente-cinq heures.

Les salariés desdites catégories qui, suivant lesdites règles, ne sont pas classés comme surnuméraires, sont classés comme salariés réguliers.

**9 Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs:**—Le terme "mécanicien de machines fixes" a le sens que lui donne la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q., 1941, c. 178, introduit par 6 Geo. VI, c. 52).

Le terme "chauffeur" a le sens que lui donne l'ordonnance N° 6, 1943, de la Commission du salaire minimum.

Lesdits mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs ont droit aux taux de salaire ci-après fixés, mais demeurent régis par les autres dispositions de ladite ordonnance n° 6, 1943, malgré que cette dernière ne s'applique pas dans le territoire d'application de la présente ordonnance.

**10 Contremaître général:**—Ce terme désigne le salarié ayant la direction générale de tous les salariés manuels d'un établissement.

main undertaking, distinct from that of establishments mentioned in section three.

**6. Territory:**—The present Ordinance governs employers and employees of the said establishments situated in the cities of Quebec and Lévis and the towns of Quebec-West and Lauzon.

**7. Categories:**—Said employees are classed into categories, as follows:

**Category I:**—accountants and executive employees of a higher rank than that of general foreman;

**Category II:**—cashiers;

**Category III:**—office messengers;

**Category IV:**—other office employees;

**Category V:**—general foremen and head shippers;

**Category VI:**—assistant general foremen, head shippers' assistants, heads of departments, butter-reworkers, cheese-processors and egg-graders;

**Category VII:**—handlers of unopened cases of goods and butchers making prepared meat;

**Category VIII:**—male handlers of goods from open cases, butter-cutters, butter-wrappers and egg-packers;

**Category IX:**—stationary enginemen and firemen (enginemen-helpers);

**Category X:**—motor-vehicle drivers;

**Category XI:**—motor-vehicle drivers' helpers;

**Category XII:**—carters and stable-men;

**Category XIII:**—carters' helpers;

**Category XIV:**—poultry pluckers;

**Category XV:**—laborers, charwomen, watchmen and furnace-men (other than stationary-engine firemen);

**Category XVI:**—employees not otherwise contemplated.

**8. Temporary employee:**—These words mean a) an employee of categories VII (handlers), VIII (handlers), XI (motor-vehicle drivers' helpers) and XVI (not otherwise contemplated) having worked in one week less than thirty-five hours during the regular working hours; and

b) an employee of category XIII (carters' helpers) having worked in one week less than thirty-five hours.

Employees of said categories who, according to said rules, are not classed temporary employees, are classed regular employees.

**9. Stationary enginemen and firemen:**—The words "stationary engineman" mean a stationary engineman as defined in the Stationary Enginemen Act (R.S.Q., 1941, c. 178, introduced by 6 Geo. VI, c. 52).

The word "fireman" means a fireman as defined in Ordinance N° 6, 1943, of the Minimum Wage Commission.

Said stationary enginemen and firemen are entitled to the wage rates hereinafter fixed, but remain governed by the other provisions of said Ordinance No. 6, 1943, though the latter does not apply in the territory of the present Ordinance.

**10. General foreman:**—These words mean an employee having the general direction of all the manual employees of an establishment.

## DEUXIÈME PARTIE

## SALAIRES

11 Salaires:—Lesdits salariés ont droit aux taux de salaire minimum ci-après, mais ne pourront recevoir, hors le cas du second paragraphe de l'article 2, des salaires plus élevés que les salaires maxima ci-après:

	Mini- mum	Maxi- mum
<i>Catégorie I:</i> (comptables et salariés du personnel de maîtrise ayant un rang supérieur à celui de contremaître général), par semaine:	\$25	\$31.25
<i>Catégorie II:</i> (caissiers), par semaine: . . . . .	\$22	\$27.50
<i>Catégorie III:</i> (messagers de bureau), de moins de 17 ans, par semaine: . . . . .	\$ 7	\$ 8.75
d'au moins 17 ans, par semaine:	\$10	\$12.50
<i>Catégorie IV:</i> (autres employés de bureau): a) de moins d'un an d'expérience, par semaine: . . . . .	\$12	\$15
b) d'au moins un an, mais de moins de deux ans d'expérience, par semaine: . . . . .	\$14	\$17.50
c) d'au moins deux ans d'expérience, par semaine: . . . . .	\$16	\$20
<i>Catégorie V:</i> (contremaîtres généraux et chefs-expéditeurs), par semaine:	\$25	\$31.25
<i>Catégorie VI:</i> (assistants-contremaîtres généraux, assistants-chefs-expéditeurs, chefs de département, conditionneurs de beurre, conditionneurs de fromage et classificateurs d'œufs), par semaine:	\$22	\$27.50
<i>Catégorie VII:</i> (manipulateurs de marchandises non déballées et charcutiers): a) salariés réguliers de moins de 17 ans, par semaine: . . . . .	\$17	\$21.25
d'au moins 17 ans, par semaine: . . . . .	\$19	\$23.25
b) salariés surnuméraires, l'heure: . . . . .	40c	50c
<i>Catégorie VIII:</i> (salariés masculins manipulant des effets déballés, découpant du beurre, enveloppant du beurre ou empaquetant des œufs): a) salariés réguliers de moins de 17 ans, par semaine: . . . . .	\$10	\$12.50
d'au moins 17 ans, par semaine: . . . . .	\$12	\$15
b) salariés surnuméraires, l'heure: . . . . .	25c	31c
<i>Catégorie IX:</i> (les mécaniciens de machines fixes et chauffeurs-aides-mécaniciens): a) mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de première classe, par semaine: . . . . .	\$50	\$62.50

## PART TWO

## WAGES

11. Wages:—Said employees are entitled to the minimum wage rates hereunder, but cannot receive, save as provided in the second paragraph of section 2, higher wages than the maximum wages hereunder:

	Mini- mum	Maxi- mum
<i>Category I:</i> (accountants and executive employees of a higher rank than that of general foreman), per week: . . . . .	\$25	\$31.25
<i>Category II:</i> (cashiers), per week: . . . . .	\$22	\$27.50
<i>Category III:</i> (office messengers), less than 17 years of age, per week: . . . . .	\$ 7	\$ 8.75
at least 17 years of age, per week: . . . . .	\$10	\$12.50
<i>Category IV:</i> (other office employees): a) less than one year's experience, per week: . . . . .	\$12	\$15
b) at least one year's but less than two years' experience, per week: . . . . .	\$14	\$17.50
c) at least two years' experience, per week: . . . . .	\$16	\$20
<i>Category V:</i> (general foremen and head shippers), per week: . . . . .	\$25	\$31.25
<i>Category VI:</i> (assistant general foremen, head shippers' assistants, heads of departments, butter-reworkers, cheese-processers and egg-graders), per week: . . . . .	\$22	\$27.50
<i>Category VII:</i> (handlers of unopened cases of goods and butchers making prepared meat): a) regular employees less than 17 years of age, per week: . . . . .	\$17	\$21.25
at least 17 years of age, per week: . . . . .	\$19	\$23.25
b) temporary employees, per hour: . . . . .	40c	50c
<i>Category VIII:</i> (male handlers of goods from open cases, butter-cutters, butter-wrappers and egg-packers): a) regular employees less than 17 years of age, per week: . . . . .	\$10	\$12.50
at least 17 years of age, per week: . . . . .	\$12	\$15
b) temporary employees, per hour: . . . . .	25c	31c
<i>Category IX:</i> (stationary enginemen and firemen (enginemen-helpers): a) enginemen working as first-class chief enginemen, per week: . . . . .	\$50	\$62.50

	Mini- mum	Maxi- mum		Mini- mum	Maxi- mum
b) mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de deuxième classe, par semaine:.....	\$40	\$48	b) enginemen working as second-class chief enginemen, per week:.....	\$40	\$48
c) mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de troisième classe, par semaine:.....	\$34	\$42.50	c) enginemen working as third-class chief enginemen, per week:.....	\$34	\$42.50
d) mécaniciens travaillant comme mécaniciens de seconde classe, l'heure:.....	63c	79c	d) enginemen working as second - class enginemen, per hour:.....	63c	79c
e) mécaniciens travaillant comme mécaniciens de troisième classe, l'heure:..	53c	66c	e) enginemen working as third-class enginemen, per hour:.....	53c	66c
f) mécaniciens travaillant comme mécaniciens de quatrième classe, l'heure:..	48c	60c	f) enginemen working as fourth - class enginemen, per hour:.....	48c	60c
g) chauffeurs (aides - mécaniciens), l'heure:.....	38c	48c	g) firemen (enginemen - helpers), per hour:.....	38c	48c
<b>Catégorie X:</b> (conducteurs de véhicules automobiles), par semaine:.....	\$21	\$26.25	<b>Category X:</b> (motor-vehicle drivers), per week):.....	\$21	\$26.25
<b>Catégorie XI:</b> (aides des conducteurs de véhicules automobiles):			<b>Category XI:</b> (motor-vehicle drivers' helpers):		
a) salariés réguliers de moins de 17 ans, par semaine:.....	\$15	\$18.75	a) regular employees less than 17 years of age, per week:.....	\$15	\$18.75
d'au moins 17 ans, par semaine:.....	\$17	\$21.25	at least 17 years of age, per week:.....	\$17	\$21.25
b) salariés surnuméraires, l'heure:.....	35c	44c	b) temporary employees, per hour:.....	35c	44c
<b>Catégorie XII:</b> (charretiers et hommes de cour), par semaine:.....	\$20	\$25	<b>Category XII:</b> (carters and stable-men), per week:.....	\$20	\$25
<b>Catégorie XIII:</b> (aides des charretiers):			<b>Category XIII:</b> (carters' helpers):		
a) salariés réguliers de moins de 17 ans, par semaine:.....	\$15	\$18.75	a) regular employees less than 17 years of age, per week:.....	\$15	\$18.75
d'au moins 17 ans, par semaine:.....	\$17	\$21.25	at least 17 years of age, per week:.....	\$17	\$21.25
b) salariés surnuméraires, l'heure:.....	35c	44c	b) temporary employees, per hour:.....	35c	44c
<b>Catégorie XIV:</b> (plumeurs de volailles ou d'autres oiseaux de basse-cour), l'heure:.....	30c	37.5c	<b>Category XIV:</b> (poultry pluckers), per hour:..	30c	37.5c
<b>Catégorie XV:</b> (hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaies autres que des machines fixes), l'heure:.....	25c	31c	<b>Category XV:</b> (laborers, charwomen, watchmen and furnace-men other than stationary - engine firemen), per hour:.....	25c	31c
<b>Catégorie XVI:</b> (salariés non autrement visés):			<b>Category XVI:</b> (employees not otherwise contemplated):		
a) salariés masculins réguliers de moins de 17 ans, par semaine:.....	\$15	\$18.75	a) regular male employees less than 17 years of age, per week:.....	\$15	\$18.75
d'au moins 17 ans, par semaine:.....	\$17	\$21.25	at least 17 years of age, per week:.....	\$17	\$21.25
b) salariés féminins réguliers de moins de six mois d'expérience, par semaine:.....	\$10	\$12.50	b) regular female employees less than six months' experience, per week:.....	\$10	\$12.50
d'au moins six mois d'expérience, par semaine:.....	\$12	\$15	at least six months' experience, per week:.....	\$12	\$15
c) salariés masculins surnuméraires, l'heure:.....	35c	44c	c) male temporary employees, per hour:.....	35c	44c
d) salariés féminins surnuméraires, l'heure:.....	25c	31c	d) female temporary employees, per hour:.....	25c	31c

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

12 *Semaine normale de travail*.—a) La semaine normale de travail desdits salariés, sauf les exceptions ci-après, est de cinquante-trois (53) heures; cependant la semaine normale de travail desdits salariés est de quarante-huit (48) heures du début de la première semaine du mois de janvier jusqu'à la fin de la semaine comprenant le premier avril;

b) la semaine normale de travail des salariés des catégories IX (mécaniciens de machines fixes et chauffeurs), X (conducteurs de véhicules automobiles) et XII (charretiers, etc.), et celle des salariés réguliers des catégories XI (aides des conducteurs d'automobiles) et XIII (aides des charretiers) est de soixante heures;

c) aucune semaine normale de travail n'est établie pour les salariés des catégories I (comptables), V (contremaîtres généraux), XIV (plumiers de volailles) et XV (hommes de peine, etc.) ainsi que pour les surnuméraires des catégories VII, VIII, XI, XIII et XVI.

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

13 *Travail supplémentaire*.—a) L'expression "travail supplémentaire" (overtime) désigne tout travail en heures ou fractions d'heure requis d'un salarié par son employeur en une semaine en plus du nombre d'heures fixé, suivant la période, pour sa semaine normale de travail;

b) en outre du paragraphe a, pour les salariés réguliers des catégories VII (manipulateurs), VIII (manipulateurs) et XVI (non autrement visés), doit aussi être considérée travail supplémentaire toute heure de travail ou fraction d'heure requise desdits salariés par leur employeur

le dimanche,

en un jour, avant sept heures du matin,

en un jour, sauf le samedi, après six heures du soir, et

le samedi, après une heure du soir;

c) en outre du paragraphe a, pour les salariés de la catégorie X (conducteurs de véhicules automobiles) et les salariés réguliers de la catégorie XI (aides desdits conducteurs), doit aussi être considérée travail supplémentaire toute heure de travail ou fraction d'heure requise desdits salariés par leur employeur

le dimanche,

en un jour, avant sept heures du matin,

en un jour, sauf le samedi, après sept heures du soir, et

le samedi, après deux heures du soir;

d) les heures de travail des salariés des catégories XIV (plumiers) et XV (hommes de peine) et celles des salariés surnuméraires des catégories VII, VIII, XI, XIII et XVI ne sont pas considérées travail supplémentaire et doivent être payées aux taux de la présente ordonnance sans majoration;

e) le travail supplémentaire des salariés de la catégorie IX (mécaniciens de machines fixes et chauffeurs) est établi suivant les règles contenues en l'ordonnance n° 6, 1943, de la Commission.

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

14 *Paiement du travail supplémentaire*:

a) Pour son travail supplémentaire, le salarié a droit à taux de salaire et demi;

b) pour les salariés dont le salaire est ci-haut fixé sur une base hebdomadaire et qui ont une semaine normale de travail de cinquante-trois (53) ou de quarante-huit (48) heures, suivant la saison, le taux de salaire minimum à majorer pour travail supplémentaire est de un-cinquantième (1/50) du salaire hebdomadaire minimum ci-haut fixé;

12. *Regular workweek*.—a) The regular workweek of said employees, save the exceptions hereinafter, is fifty-three (53) hours; however, from the beginning of the first week of January to the end of the week including the first of April, the regular workweek of said employees is forty-eight (48) hours;

b) the regular workweek of employees of categories IX (stationary enginemen and firemen), X (motor-vehicle drivers) and XII (carters, etc.), and of regular employees of categories XI (motor-vehicle drivers' helpers) and XIII (carters' helpers) is sixty hours;

c) no regular workweek is established for employees of categories I (accountants), V (general foremen), XIV (poultry pluckers) and XV (laborers, etc.) and for temporary employees of categories VII, VIII, XI, XIII and XVI.

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

13. *Overtime*.—a) The word "overtime" means any hour or fraction of an hour of work required of an employee by his employer in one week over the number of hours fixed, according to the period, for his regular workweek;

b) apart from subsection a, for regular employees of categories VII (handlers), VIII (handlers) and XVI (not otherwise contemplated), must also be deemed overtime any hour or fraction of an hour required of said employees by their employer

on Sunday,

in one day, before seven o'clock a.m.,

in one day, except Saturday, after six o'clock p.m., and

on Saturday, after one o'clock p.m.;

c) apart from subsection a, for employees of category X (motor-vehicle drivers) and regular employees of category XI (said drivers' helpers), must also be deemed overtime any hour or fraction of an hour of work required of said employees by their employer

on Sunday,

in one day, before seven o'clock a.m.,

in one day, except Saturday, after seven o'clock p.m., and

on Saturday, after two o'clock p.m.;

d) no hours of work of employees of categories XIV (pluckers) and XV (laborers) and of temporary employees of categories VII, VIII, XI, XIII and XVI are deemed overtime and they must be paid for at the rates of the present Ordinance, without increase;

e) the overtime of employees of category IX (stationary enginemen and firemen) is established according to the rules contained in Ordinance No. 6, 1943, of the Commission.

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

14. *Payment of overtime*:

a) An employee is entitled, for his overtime, to wage rate and one half;

b) for employees whose wage is hereinabove fixed on a weekly basis and whose regular workweek is fifty-three (53) or forty-eight (48) hours, according to the season, the rate of the minimum wage to be increased for overtime is one fiftieth (1/50) of the minimum weekly wage hereinabove fixed;

c) pour les salariés dont le salaire est ci-haut fixé sur une base hebdomadaire et qui ont une semaine normale de soixante (60) heures, le taux de salaire minimum à majorer pour travail supplémentaire est de un-soixantième (1/60) du salaire hebdomadaire minimum ci-haut établi;

d) les salariés des catégories I (comptables), et V (contremaitres généraux, etc.), et les mécaniciens travaillant comme chefs-mécaniciens de première classe ne peuvent réclamer de supplément de salaire pour leurs heures de travail en sus des heures normales de travail.

c) for employees whose wage is hereinabove fixed on a weekly basis and whose regular work-week is sixty (60) hours, the rate of the minimum wage to be increased for overtime is one sixtieth (1/60) of the minimum weekly wage hereinabove fixed.

d) employees of categories I (accountants) and V (general foremen, etc.), and enginemen working as first-class chief enginemen cannot claim any additional wage for hours worked in excess of the regular hours of work.

### TROISIÈME PARTIE

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15 *Période de travail*.—Ce terme désigne une semaine.

16 *Salaire hebdomadaire*.—En outre de la rémunération ci-haut prévue pour travail supplémentaire, s'il en fait, le salarié, autre qu'un mécanicien de machines fixes, pour lequel un salaire hebdomadaire minimum est ci-haut établi, a droit audit salaire hebdomadaire s'il travaille chaque jour ouvrable sans égard au nombre d'heures de travail, même si les heures d'affaires de l'établissement de son employeur sont inférieures, régulièrement ou non, à celles ci-haut fixées comme semaine normale de travail, et même dans les semaines où se trouvent les fêtes légales ou civiques chômées.

Cependant si tel salarié s'absente un jour ouvrable, l'employeur pourra déduire pour chaque jour complet d'absence un sixième (1/6) du salaire hebdomadaire minimum ci-haut fixé.

(Nouvel article introduit par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

17 *Expérience*.—L'expression "expérience" désigne la période durant laquelle un salarié a été occupé au travail à rémunérer soit chez son employeur soit chez tout autre.

13 *Heures normales de travail*.—L'expression "heures normales de travail" désigne les heures de travail en un jour qui aux termes des paragraphes b et c de l'article 13, suivant le cas, ne sont pas considérées comme travail supplémentaire.

19 *Conflit de catégories*.—Le salarié occupé durant la même période de travail à du travail le faisant entrer dans plusieurs catégories, a droit au salaire établi et aux conditions de travail établies pour la catégorie dans laquelle l'inclut son travail le plus prolongé durant ladite période de travail.

La présente disposition ne s'applique pas aux salariés pour lesquels un salaire est ci-haut établi à l'heure, ni aux salariés de la catégorie IX (mécaniciens de machines fixes et chauffeurs).

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

20 *Ordonnance n° 4, 1942*.—Les dispositions de l'ordonnance n° 4, 1942, de la Commission, telle qu'amendée, non incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliquent *mutatis mutandis* aux salariés régis par la présente ordonnance.

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

21 *Abrogation*.—La présente ordonnance abroge et remplace l'ordonnance n° 33 du 2 octobre 1939 ainsi que les résolutions d'interprétation de ladite ordonnance adoptées de temps à autre par l'Office des salaires raisonnables ou la Commission du salaire minimum.

(Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

### PART THREE

#### GENERAL PROVISIONS

15. *Period of work*.—These words mean one week.

16. *Weekly wage*.—Apart from the remuneration hereinabove provided for overtime, if any, an employee other than a stationary engineman, whose minimum weekly wage is hereinabove fixed, is entitled to said weekly wage if he works every working day, regardless of the number of regular hours of work, even if the business hours of his employer's establishment are less, regularly or not, than those hereinabove fixed as the regular workweek, and even for weeks including legal or civic holidays.

However, if said employee is absent from work on a working day, the employer may deduct for each whole day of absence one sixth (1/6) of the minimum weekly wage hereinabove fixed.

(New Section introduced by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

17. *Experience*.—The word "experience" means the period during which an employee has been occupied at the work to be paid for, either at his employer's or at any other establishment.

18. *Regular hours of work*.—The words "regular hours of work" mean the hours of work in one day which, within the meaning of subsections b and c of section 13, as the case may be, are not deemed overtime.

19. *Conflict of categories*.—An employee occupied during the same period of work at work of several categories, is entitled to the wage fixed and to the working conditions established for the category of the work at which he has been occupied for the longer time during said period of work.

The present provision does not apply to employees whose wages are hereinabove fixed on an hourly basis, nor to employees of category IX (stationary enginemen and firemen).

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

20. *Ordinance No. 4, 1942*.—The provisions of Ordinance No. 4, 1942, of the Commission, as amended, excepting those which are inconsistent, apply *mutatis mutandis* to employees governed by the present Ordinance.

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

21. *Repeal*.—The present Ordinance repeals and replaces Ordinance No. 33 of October 2nd, 1939, as well as the rules of interpretation of said Ordinance adopted from time to time by the Fair Wage Board or by the Minimum Wage Commission.

(Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

22 *Durée*.—La présente ordonnance demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1945. (Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

23 *Entrée en vigueur*.—La présente ordonnance entrera en vigueur le quinzième jour suivant sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. (Amendé par ordonnance d'amendement du 15 octobre 1943).

Fait et passé en la cité de Québec, le seizième jour du mois de septembre mil neuf cent quarante-trois.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,  
Le vice-président, " GUS. FRANCO,  
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie certifiée.

Le secrétaire général,  
J.-E. SIMARD.

4871-0

22. *Duration*.—The present Ordinance shall remain in force until January 1st, 1945. (Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

23. *Coming into force*.—The present Ordinance shall come into force on the fifteenth day following its publication in the *Quebec Official Gazette*. (Amended by Ordinance of Amendment of October 15, 1943).

Passed and dated in the city of Quebec, this sixteenth day of the month of September, in the year one thousand nine hundred and forty-three.

(Signed) FERDINAND ROY, President,  
" GUS. FRANCO, Vice-President,  
" J. A. BOUTHILLETTE, Members.  
" H. LOUDIN,  
" B. E. BRAIS.

[Seal]

True copy.

J. E. SIMARD,  
General Secretary.

4871-0

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 47

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

### ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Romanelli vs Spinoso ..... 2048

### ARRÊTÉ EN CONSEIL:

3307—Concernant le mesurage à la corde apparente des bois de quatre (4') pieds de longueur ..... 2048

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2035

### AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 26 ..... 2049  
L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la région du Lac St-Pierre ..... 2049  
School for Handicapped Children ..... 2049  
School for Handicapped Children ..... 2050  
Syndicat National des Employés Municipaux de Rivière-du-Loup, Incorporé .. 2049  
Syndicat National des Tanneurs et Corroyeurs Inc. de Saint-Hyacinthe ..... 2050  
The New Carlton Limited ..... 2049

### CHARTES—ABANDON DE:

Le Bazar (Incorporée) ..... 2050  
St. Pierre & Oliver, Limited ..... 2050

### COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

N° 33, 1943—Commerce d'alimentation en gros, district de Québec ..... 2064

### COMPAGNIE DISSOUE:

Abbeville Gold Mines Limited ..... 2051

### DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa ... 2052  
La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs ..... 2051  
L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal ..... 2052

### ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Romanelli vs Spinoso ..... 2048

### ORDER IN COUNCIL:

3307—Concerning scaling of four-foot wood by the apparent cord ..... 2048

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2035

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 26 ..... 2049  
L'Association Professionnelle des Fabricants de Beurre et Fromage de la région du Lac St-Pierre ..... 2049  
School for Handicapped Children ..... 2049  
School for Handicapped Children ..... 2050  
Syndicat National des Employés Municipaux de Rivière-du-Loup, Incorporé .. 2049  
Syndicat National des Tanneurs et Corroyeurs Inc. de Saint-Hyacinthe ..... 2050  
The New Carlton Limited ..... 2049

### CHARTERS—SURRENDER OF:

Le Bazar (Incorporée) ..... 2050  
St. Pierre & Oliver, Limited ..... 2050

### MINIMUM WAGE COMMISSION:

No. 33, 1943—Wholesale foodstuffs, district of Quebec ..... 2064

### COMPANY DISSOLVED:

Abbeville Gold Mines Limited ..... 2051

### APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa ... 2052  
La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs ..... 2051  
The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association ..... 2052

Lavergne, Émile <i>et al.</i> . . . . .	2052	Lavergne, Émile <i>et al.</i> . . . . .	2052
Succession Sir Robert Gillespie Reid . . . . .	2052	Estate of Sir Robert Gillespie Reid . . . . .	2052
<b>DÉPARTEMENTS—Avis des:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
Société d'agriculture de la division "C" du comté de Portneuf . . . . .	2053	Agricultural Society of Division "C" of the County of Portneuf . . . . .	2053
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
<i>Industrie laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 15-E-43—Saint-Jérôme . . . . .	2053	Order No. 15-E-43—Saint Jerome . . . . .	2053
Ordonnance N° 71-E-43—Rigaud . . . . .	2054	Order No. 71-E-43—Rigaud . . . . .	2054
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Saint-Nil, munic. scolaire . . . . .	2055	Saint-Nil, school munic. . . . .	2055
St-Basile-le-Grand, munic. scolaire . . . . .	2055	St-Basile-le-Grand, school munic. . . . .	2055
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Barbiers et coiffeurs de St-Jean et d'Iber- ville . . . . .	2055	Barbers and hairdressers of St. John and Iberville . . . . .	2055
Barbiers et coiffeurs, juridiction de St- Hyacinthe . . . . .	2056	Barbers and hairdressers of St. Hya- cinthe district . . . . .	2056
Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec . . . . .	2056	Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec . . . . .	2056
Industrie de la construction de Québec . . . . .	2057	Construction industry of Quebec . . . . .	2057
Métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal . . . . .	2057	Printing trades in the Island of Montreal . . . . .	2057
Métiers du bâtiment dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières . . . . .	2058	Building trades in the counties of Maski- nongé, St-Maurice, Laviolette, Cham- plain and Trois-Rivières . . . . .	2058
<b>TRÉSOR:</b>		<b>TREASURY:</b>	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Gene- viève de Berthier . . . . .	2059	La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Gene- viève de Berthier . . . . .	2059
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Florentia Realties Limited . . . . .	2036	Florentia Realties Limited . . . . .	2036
Guard-X Inc . . . . .	2037	Guard-X Inc . . . . .	2037
Hôpital Bourg . . . . .	2037	Hôpital Bourg . . . . .	2037
Hôtel Taft Limitée—Taft Hotel Limited . . . . .	2041	Taft Hotel Limited—Hôtel Taft Limitée . . . . .	2041
Industrial Silica Corporation . . . . .	2038	Industrial Silica Corporation . . . . .	2038
Le Téléphone Rural de Beauceville Limi- tée . . . . .	2038	Le Téléphone Rural de Beauceville Limi- tée . . . . .	2038
Moulton Farms Ltd . . . . .	2039	Moulton Farms Ltd . . . . .	2039
Norval Oil Company Limited . . . . .	2039	Norval Oil Company Limited . . . . .	2039
Quebec Tire Sales and Service, Limited . . . . .	2040	Quebec Tire Sales and Service, Limited . . . . .	2040
Richelieu Theatres Limited . . . . .	2041	Richelieu Theatres Limited . . . . .	2041
Younger Set Sportswear Ltd . . . . .	2042	Younger Set Sportswear Ltd . . . . .	2042
<b>LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:</b>		<b>LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:</b>	
La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée . . . . .	2059	La Cie de Téléphone de Dijon, Ltée . . . . .	2059
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
La Tricoterie de Somerset Limitée—So- merset Knitting Mills Limited . . . . .	2042	Somerset Knitting Mills Limited—La Tricoterie de Somerset Limitée . . . . .	2042
National Industries Incorporated . . . . .	2042	National Industries Incorporated . . . . .	2042
United Auto Parts Limited . . . . .	2043	United Auto Parts Limited . . . . .	2043
<b>LIQUIDATION, AVIS DE:</b>		<b>WINDING UP NOTICE:</b>	
La Caisse Populaire d'Issoudun . . . . .	2060	La Caisse Populaire d'Issoudun . . . . .	2060
<b>MINUTES DE NOTAIRES:</b>		<b>NOTARIAL MINUTES:</b>	
Beaudet, Joseph-Léonidas . . . . .	2061	Beaudet, Joseph-Léonidas . . . . .	2061
Émond, Charles-Auguste . . . . .	2061	Émond, Charles-Auguste . . . . .	2061
Sawyer, J.-Cyprien . . . . .	2061	Sawyer, J.-Cyprien . . . . .	2061

VENTES POUR TAXES:

St-Camille de Lellis, paroisse de.....	2046
St-Joseph d'Alma, munic. scolaire du vil- lage.....	2047
St-Léonard de Port Maurice, ville de...	2045
St-Tite, ville de.....	2044
Trois-Rivières, cité de.....	2043

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

*Kamouraska:*

Lavoie vs Lévesque.....	2061
-------------------------	------

*Montréal:*

Delorme <i>et vir</i> vs Désy.....	2062
Lescarbeau <i>et vir</i> vs Péloquin.....	2062
The Mutual Life Assurance Co. of Cana- da vs Herson.....	2063

*Rimouski:*

Bellavance vs Bélanger.....	2063
-----------------------------	------

4872-o

SALES FOR TAXES:

St-Camille de Lellis, parish of.....	2046
St-Joseph d'Alma, school munic. of the village.....	2047
St-Léonard de Port Maurice, town of...	2045
St-Tite, town of.....	2044
Trois-Rivières, city of.....	2043

SHERIFFS' SALES:

*Kamouraska:*

Lavoie vs Lévesque.....	2061
-------------------------	------

*Montreal:*

Delorme <i>et vir</i> vs Désy.....	2062
Lescarbeau <i>et vir</i> vs Péloquin.....	2062
The Mutual Life Assurance Co. of Cana- da vs Herson.....	2063

*Rimouski:*

Bellavance vs Bélanger.....	2063
-----------------------------	------

4872-o